



**HAL**  
open science

**Un parti, un syndicat ou un mouvement social ?  
Samoobrona, une organisation caméléon dans les jeux  
politiques polonais post-communistes**

Cédric Pellen

► **To cite this version:**

Cédric Pellen. Un parti, un syndicat ou un mouvement social ? Samoobrona, une organisation caméléon dans les jeux politiques polonais post-communistes. 10e Congrès de l'AFSP, ST 37 : Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches : interdépendances, transformations et traits communs, axe 2 : Transformations organisationnelles et institutionnalisation des mouvements sociaux, AFSP, Sep 2009, Grenoble, France. halshs-00511803

**HAL Id: halshs-00511803**

**<https://shs.hal.science/halshs-00511803v1>**

Submitted on 26 Aug 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Congrès AFSP 2009

### Section thématique 37

Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches :  
interdépendances, transformations et traits communs.

*Axe 2*

*Transformations organisationnelles et institutionnalisation des mouvements sociaux*

**Cédric Pellen, SPIRIT/IEP Bordeaux, cedric.pellen@yahoo.fr**

**Un parti, un syndicat ou un mouvement social ? *Samoobrona*, une organisation caméléon dans les jeux politiques polonais post-communistes.**

« L'histoire de *Samoobrona* (Autodéfense) débute à l'été 1991 lorsque le futur fondateur du parti, Andrzej Lepper, prend la tête des nombreux agriculteurs manifestants contre les conditions économiques désastreuses dans l'agriculture et contre le manque d'aides du gouvernement aux exploitants ruinés. [...] En 1992, le syndicat agricole *ZZR Samoobrona*<sup>1</sup> est enregistré et peu de temps après c'est un parti politique, *Przymierze Samoobrona*<sup>2</sup>, qui est créé. Andrzej Lepper, qui dirige à la fois le parti et le syndicat, entame alors le pénible et difficile travail de construction d'un large mouvement social. [...] Malgré un contexte défavorable, le parti et le syndicat parviennent à regrouper de plus en plus de membres et de sympathisants. [...] Avec le temps, le leader de *Samoobrona* devient le dernier espoir pour tous ceux qui ont besoin d'aide. *Samoobrona* est le porte-parole de tous les groupes sociaux qui, à cause des réformes des années 1990, se trouvent au bord de la misère et du désespoir. »<sup>3</sup>

Extraite de l'historiographie officielle de la formation, cette rapide présentation de *Samoobrona*, outre dresser un portrait héroïsant de son président Andrzej Lepper, témoigne clairement du jeu avec les formes organisationnelles caractéristique du mouvement depuis son apparition dans les jeux politiques polonais. En effet, si formellement celui-ci est constitué de deux entités juridiquement distinctes, un

---

<sup>1</sup> Związek Zawodowy Rolnictwa « Samoobrona » : Syndicat agricole « Autodéfense ».

<sup>2</sup> Alliance « Autodéfense »

<sup>3</sup> Piskorski (M.), « Kim jesteśmy i o co walczymy » (qui sommes nous et pourquoi nous battons nous), 18 novembre 2004, <http://www.samoobrona.org.pl/pages/02.Opis/>, consulté le 25 mai 2009.

syndicat agricole et un parti politique enregistrés respectivement en janvier et en juin 1992, *Samoobrona* apparaît dans les faits comme une organisation-caméléon, se produisant successivement, et souvent indistinctement, en tant que syndicat, parti et mouvement social. Cette faible différenciation organisationnelle permet à *Samoobrona* de s'investir parallèlement dans des champs d'interaction variés et d'intervenir conjointement aussi bien dans l'arène des conflits sociaux que dans celle de la politique institutionnelle. Dès ses premières années, *Samoobrona* s'engage ainsi simultanément dans le champ du syndicalisme agricole, en étant notamment l'un des principaux animateurs des deux grandes vagues de grèves paysannes du début et de la fin des années 1990, et dans la compétition politique à proprement parler, puisqu'il présente des listes autonomes à toutes les élections nationales depuis 1993. Cette multipositionnalité n'a d'ailleurs formellement été remise en cause ni par les succès électoraux que la formation a connus à partir de 2001<sup>4</sup>, ni même par sa participation au gouvernement de mai 2006 à juillet 2007<sup>5</sup>. Alors que le mouvement paraît exsangue depuis sa débâcle électorale d'octobre 2007<sup>6</sup>, elle est aujourd'hui encore revendiquée par ses dirigeants, au premier rang desquels Andrzej Lepper qui préside toujours à la fois le parti et le syndicat<sup>7</sup>.

Par sa multipositionnalité et sa plasticité organisationnelle, *Samoobrona* constitue un point d'observation privilégié pour questionner les interactions multiples se développant en Pologne entre champ des mobilisations contestataires, champ syndical et champ de la politique institutionnelle depuis le changement de régime. En effet, alors que la littérature sur les systèmes politiques post-communistes reste dominée par

---

<sup>4</sup> Aux élections législatives de 2001, *Samoobrona* crée la surprise en recueillant 10,2% des suffrages exprimés et en obtenant 53 députés (sur 460) et 2 sénateurs (sur 100). Ce bon résultat est par la suite confirmé à quasiment toutes les élections pendant cinq ans. *Samoobrona* rassemble ainsi 10,78% des voix aux européennes de 2004 (6 députés européens sur 54 pour la Pologne), 11,41% aux législatives de 2005 (56 députés et 3 sénateurs) et au premier tour des présidentielles de 2005 Andrzej Lepper se classe en troisième position avec 15,11% des scrutins..

<sup>5</sup> Après de longs mois de négociation consécutifs aux élections législatives de la fin 2005, *Samoobrona* signe en mai 2006 un accord de coalition avec le parti PiS (Droit et Justice) des frères Kaczyński et la formation ultra-cléricale LPR (Ligue des Familles Polonaises). Pendant plus d'une année, entrecoupée de nombreuses crises, *Samoobrona* participe ainsi aux gouvernements de coalition de Kazimierz Marcinkiewicz puis de Jarosław Kaczyński, au sein desquels il dirige trois ministères, dont celui de l'agriculture pour Andrzej Lepper. La coalition est rompue en juillet 2007 ce qui provoque l'organisation d'élections anticipées à l'automne.

<sup>6</sup> Aux élections d'octobre 2007, *Samoobrona* s'effondre à 1,53% des scrutins et perd toute représentation parlementaire.

<sup>7</sup> Si Andrzej Lepper a dû démissionner brièvement de la présidence du syndicat lorsqu'il exerçait les fonctions de ministre de l'agriculture, il a depuis été réélu à ce poste.

des schèmes de raisonnement réifiant la distinction entre politique institutionnelle et politique non-conventionnelle, l'étude de la trajectoire de *Samoobrona* nous invite à l'inverse à replacer au cœur de l'analyse les continuités existant entre ces deux univers. Quelles sont les logiques qui président à la « non-spécialisation » de *Samoobrona* et à sa double institutionnalisation à la fois en tant que syndicat et que parti politique ? Comment le mouvement s'attache-t-il à transgresser les « frontières » du politique afin de réinvestir dans la compétition électorale des ressources accumulées dans l'arène des conflits sociaux ? En retour, comment la structure de *Samoobrona* est-elle affectée par la transformation progressive des règles du jeu politique polonais ? Telles sont les interrogations qui dans cette optique guideront ici notre réflexion.

Si l'étude de la multipositionnalité de *Samoobrona* implique de rompre avec le cloisonnement a priori du champ de la politique institutionnelle et du champ des mouvements sociaux, elle nécessite également une réévaluation de la manière de penser sa trajectoire dans les jeux politiques post-communistes depuis son apparition en 1991. Loin de s'apparenter à la régulière « ascension » d'un petit mouvement de fermiers vers les hautes sphères gouvernementales, celle-ci apparaît en effet bien plus heurtée dans les faits que ce que les dirigeants du mouvement et certains observateurs saisis par ses succès électoraux inattendus tendaient à laisser penser avant la débâcle de 2007. Schématiquement il nous paraît possible d'identifier trois « séquences » dans l'histoire de *Samoobrona*<sup>8</sup>. Rythmées par les performances électorales du mouvement, ces séquences se caractérisent par des modalités de fonctionnement, et notamment d'organisation des relations entre les différentes composantes du mouvement, des stratégies de représentation et des pratiques de recrutement relativement distinctes.

***Penser la multipositionnalité de Samoobrona dans les jeux politiques post-communistes.***

---

<sup>8</sup> Nous empruntons l'expression de « séquence partisane » à Guy Birenbaum et Bastien François : G. Birenbaum et B. François, « Unité et diversité des dirigeants frontistes », in N. Mayer et P. Perrineau (éd.), *Le Front National à découvert*, Paris, presses de la FNSP, 1996, p.83

Dans la littérature consacrée aux transformations politiques à l'oeuvre en Europe Centrale et Orientale depuis la chute du bloc de l'Est, rares sont les travaux à s'interroger sur la multipositionnalité des organisations politiques ou sur les interactions se développant entre mouvements sociaux et partis politiques. Si ces carences s'expliquent en partie par des logiques de cloisonnement disciplinaire, notamment entre sociologie et science politique<sup>9</sup>, elles témoignent surtout de la domination persistante de schèmes de raisonnement transitologiques dans l'analyse des jeux politiques des anciennes Républiques Populaires. À rebours des tendances récentes de la sociologie des mobilisations collectives, les mouvements sociaux y restent en effet majoritairement appréhendés comme des acteurs illégitimes dans le processus démocratique. Abondamment traités, et volontiers idéalisés, dans leur dimension historique de lutte contre l'autoritarisme soviétique<sup>10</sup>, ils sont ainsi souvent réduits, depuis la mise en place de régimes pluralistes, au statut de phénomènes perturbateurs passagers, voués soit à s'effacer rapidement, soit à s'institutionnaliser sous forme de véritables partis politiques dans le cadre du processus de « consolidation démocratique ». Mouvements sociaux et partis politiques sont dès lors différenciés comme deux réalités radicalement singulières, les premiers étant au mieux considérés comme les précurseurs des seconds, au pire comme une menace pour le développement attendu de l'emprise partisane sur la compétition politique.

Cette tendance à opposer les partis politiques et les autres formes d'organisations politiques influe sur la manière dont est communément appréhendé *Samoobrona*. Selon les travaux, la plasticité organisationnelle de ce mouvement tend en effet à être soit complètement éludée, soit réduite au statut de symptôme de l'illégitimité, voire de la dangerosité, de la participation de ce mouvement aux jeux politiques polonais. Dans la première optique, les activités protestataires et syndicales de *Samoobrona* et ses activités partisans sont distinguées dans l'analyse comme étant caractéristiques de deux époques successives, et largement autonomes, de la vie de l'organisation : la

---

<sup>9</sup> Sur l'institutionnalisation disciplinaire de la science politique en Pologne : Wesolowski (W.) & Markowski (R.), « Political Science in Poland », in Klingemann (H-D.), Kulesza (E.) & Legutke (A.), eds, *The State of Political Science in Central and Eastern Europe*, Berlin, Sigma, 2002.

<sup>10</sup> Par exemple sur le mouvement Solidarité en Pologne : Touraine (A.), Dubet (F.), Strzelecki (J.) & Wiewiorka (M.), eds, *Solidarité*, Paris, Fayard, 1982 ; Goodwyn (L.), *Breaking the Barrier: The Rise of Solidarity in Poland*, New York, Oxford University Press, 1991 ; ou encore Laba (R.), *The roots of Solidarity : a political sociology of Poland's working-class democratization*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

date de la première entrée au Parlement en 2001 étant usuellement retenue comme celle de la césure entre le « *Samoobrona* mouvement social » et le « *Samoobrona* parti politique ». Niant l'engagement électoral précoce du mouvement et la permanence de son dédoublement organisationnel dans les années 2000, les auteurs se focalisent alors, selon leurs objets de prédilections, sur la participation de *Samoobrona* aux mobilisations agricoles des années 1990<sup>11</sup>, ou sur son insertion dans le système de parti polonais à partir des élections de 2001<sup>12</sup>, mais sans que les relations entre ces deux phénomènes ne soient appréhendées autrement qu'à la marge<sup>13</sup>. Dans la seconde optique, si l'engagement parallèle de *Samoobrona* dans le champ des mouvements sociaux et dans celui de la politique institutionnelle est évoqué, ce n'est qu'indirectement, en soutien d'approches postulant l'anormalité de cette formation, son inadéquation avec les règles démocratiques de représentation des intérêts. Aux côtés de son origine agraire, de la présence à sa tête d'un leader supposé charismatique en la personne de Lepper ou encore de son discours anti-libéral radical, le dédoublement organisationnel de *Samoobrona* constitue en effet un argument supplémentaire aux yeux des nombreux auteurs l'appréhendant en terme de « populisme »<sup>14</sup>. Dans cette perspective, la présence de *Samoobrona* dans les jeux politiques polonais est perçue comme un symptôme parmi d'autres des difficultés de la transition post-communiste et son succès électoral comme le signe de sa capacité à instrumentaliser, notamment par le biais de ses activités syndicales et protestataires, les craintes et les rancœurs de classes populaires déboussolées par les transformations induites par le passage à la démocratie de marché.

Notre propos dans le cadre de cette contribution se place en rupture avec de telles approches. Appréhendant la construction démocratique comme le produit mécanique d'une évolution inéluctable, dont l'aboutissement ne saurait différer d'un modèle de

---

<sup>11</sup> Cf. Forys (G.), *Dynamika sporu : protesty rolników w III Rzeczpospolitej* (La dynamique du conflit : les manifestations agricoles sous la Troisième République), Warszawa, WN Scholar, 2008 ; Gorlach (K.), Mooney (P.), « Defending Class Interests: Polish Peasants in the First Years of Transformation », in Pickles (J.), Smith (A.), eds, *Theorising Transition: The Political Economy of Post-Communist Transformations*, New York, Routledge, 1998.

<sup>12</sup> Cf. Ługowska (U.), "Samoobrona versus the establishment.", *Labour Focus on Eastern Europe*, 72, 2002 ; Bafóil (F.), *Pologne : Samoobrona, la montée des populismes*, La vie des idées, juin 2004.

<sup>13</sup> À quelques exceptions près cependant. Voir notamment: Krok-Paszkowska (A.), "Samoobrona ; The Polish self-defence movement", in Mudde (C.) et Kopecky (P.), eds, *Uncivil Society? Contentious Politics in Post-Communist Europe*, London, Routledge, 2003.

<sup>14</sup> À titre d'exemple : Deleersnijder (H.), La dérive populiste en Europe centrale et orientale, Hermès, 42, 2005 ; Wysocka (O.), « Populism in Poland », *4th ECPR General Conference*, Pisa, 6-8 septembre 2007.

démocratie de partis à l'occidental largement idéalisé, celles-ci tendent à naturaliser les processus de définition des pratiques de représentation et des acteurs légitimes dans le cadre de la compétition pour l'obtention de postes politiques. En plus de trahir des biais normatifs et finalistes indéniables, une telle posture ne résiste pas à l'examen attentif des conditions concrètes de formation des jeux politiques polonais contemporains. En effet, loin de constituer des évidences, la « partisanisation » de la compétition politique polonaise et la différenciation progressive des organisations partisans apparaissent dans les faits comme les résultats relativement surprenants d'un processus conflictuel et discontinu de codification du jeu politique<sup>15</sup>. Rappelons ainsi qu'au moment du changement de régime le label parti est largement dévalorisé, que le principal représentant de l'opposition démocratique, le mouvement Solidarité, a longtemps revendiqué une grande plasticité organisationnelle et que, jusqu'à la fin des années 1990, la participation directe de syndicats ou d'associations aux élections n'avait rien d'exceptionnelle. D'ailleurs, la limitation progressive de la compétition électorale aux seuls partis politiques n'a jamais signifié, en Pologne pas plus qu'ailleurs, la fermeture complète du champ politique aux mouvements sociaux de tous ordres ou la rupture des interactions existant entre les organisations partisans et d'autres groupements. Aujourd'hui encore certains acteurs majeurs du paysage politique polonais, par exemple la formation PiS<sup>16</sup>, entretiennent des relations privilégiées avec des syndicats, en l'occurrence Solidarité (NSZZ *Solidarność*)<sup>17</sup>. Replacer au cœur de l'analyse l'historicité et la conflictualité de ces processus de codification des règles du jeu politique, afin de rendre visible le caractère mouvant des frontières entre politique institutionnelle et politique « non-conventionnelle », tel est le changement de perspective nécessaire selon nous à la bonne compréhension des mécanismes concrets de structuration de l'entreprise politique multipositionnée qu'est *Samoobrona*. En d'autres termes, il s'agit de renoncer aux lectures exceptionnalistes de sa multipositionnalité pour resituer l'étude de celle-ci dans l'espace « normal » du politique, dans le cadre des luttes pour la définition des formes légitimes de

---

<sup>15</sup> On référera à ce sujet aux travaux de Jérôme Heurtaux : Heurtaux (J.), *Une partisanisation controversée : codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, thèse pour le doctorat de science politique, Université de Lille 2, 2005 et « Démocratisation en Pologne : la première loi sur les partis (1989-1990) », *Critique internationale*, 30 (1), 2006.

<sup>16</sup> *Prawo i Sprawiedliwość* : Droit et Justice.

<sup>17</sup> *Niezależny Samorządny Związek Zawodowy « Solidarność »* : Syndicat indépendant et autogéré « Solidarité ».

représentation politique du monde social qui animent le champ politique polonais depuis le changement de régime. En prêtant une attention particulière aux dynamiques de labellisation des acteurs politiques, nous nous attacherons ainsi à retracer les évolutions du système d'action<sup>18</sup> de *Samoobrona* et des stratégies de présentation de soi développées par ce mouvement en lien avec la dynamique de codification progressive des règles du jeu politique polonais.

### *Séquence 1 : Succès syndicaux et déconvenues électorales.*

Apparu à l'occasion du mouvement de grèves paysannes qui se développe en Pologne dès 1989, *Samoobrona* se constitue initialement sur la base d'une mobilisation d'agriculteurs endettés et s'institutionnalise rapidement en tant que syndicat agricole représentatif. S'étant imposé, notamment par l'activisme et le radicalisme de ses membres lors des manifestations, comme un acteur incontournable du champ de représentation de la paysannerie, le mouvement tente dès le printemps 1992 de s'insérer également dans le champ de la politique institutionnelle. Il engage pour se faire un processus de dédoublement organisationnel, un parti politique est ainsi créé en parallèle du syndicat. Bien que réunies au sein du même mouvement, ces deux entités développent cependant des offres de représentation distinctes et s'institutionnalisent de manière largement différenciée. Alors que *Samoobrona* était parvenu à convertir dans le champ du syndicalisme agricole les ressources accumulées lors des mobilisations contestataires, son investissement dans l'arène électorale se solde par un échec qui fragilise durablement le mouvement dans son ensemble.

- Reconfiguration de l'espace social et représentation politique de la paysannerie au sortir du communisme.

Plus qu'une simple ouverture de la compétition politique à des acteurs qui en étaient jusqu'ici exclus, le changement de régime en Pologne engage également un processus de redéfinition des modalités de mise en scène des intérêts sociaux et de leur

---

<sup>18</sup> « On peut appeler "système d'action" l'ensemble des groupements et des associations qui contribuent chacun à sa manière, et selon des logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence » : Lagroye (J.), François (B.), Sawicki (F.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Daloz, 2006, p.273.



représentation. Le délitement des rapports politiques construits avant 1989 et s'appuyant sur une lecture marxiste-léniniste de la société en termes de classes antagoniques ouvre en effet, pour reprendre Magdalena Hadjiisky, une période d' « incertitude quant aux règles du jeu de la compétition politique, aux références qui seront considérées comme légitimes, aux discours qui seront sanctionnés par les électeurs »<sup>19</sup> et, pourrait-on ajouter, aux principes de construction de l'espace social qui s'imposeront comme dominants<sup>20</sup>. Au tout début des années 1990, le champ de représentation de la paysannerie est particulièrement affecté par cette incertitude. D'abord car la paysannerie polonaise apparaît alors comme un groupe fragmenté, encore profondément marqué par la diversité des modes de production agricole cohabitant du temps de la République Populaire<sup>21</sup>. Ensuite car la doxa « modernisatrice » libérale portée par la plupart des nouvelles élites politiques, économiques et intellectuelles du nouveau régime tend à prolonger, bien qu'en des termes renouvelés, l'illégitimité sociale et politique qui frappait la paysannerie sous le communisme et ce faisant à remettre en cause la légitimité même d'une représentation politique autonome de ce groupe, en tant qu'ensemble spécifique dont les membres partageraient des intérêts communs<sup>22</sup>. Dans ce contexte, la concurrence que se mènent les deux principales organisations prétendant alors à la représentation politique de la paysannerie, le PSL et Solidarité Rurale, porte autant sur les modalités d'objectivation de cette classe paysanne aux contours flous, sur les critères à retenir pour identifier les agents qui peuvent, ou non, être légitimement considérés comme des paysans dans le postcommunisme, que sur la « bonne forme » de représentation de ses intérêts dans l'espace public.

---

<sup>19</sup> Hadjiisky (M.), « La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996) », *Politix*, 47 (12), 1999, p. 68.

<sup>20</sup> Bourdieu Pierre, *Espace social et genèses de « classes »*, Actes de la Recherche en sciences sociales, n°52/53, juin 2004, pp.3-12

<sup>21</sup> Rappelons qu'en Pologne, le processus de collectivisation des terres a été interrompu dès 1956. Selon le recensement de 1988, la population rurale polonaise s'élève alors à 15 millions d'habitants, soit 40% de la population polonaise totale. À la veille du changement de régime, on dénombre pas moins de 2 400 000 exploitations agricoles individuelles concentrant 76,3 des terres arables, contre 18,8% pour les fermes d'Etat et seulement 3,7% pour le secteur coopératif. Nowicki Florian, « La nouvelle question agraire en Pologne », in Amin Samir (dir.), *Les luttes paysannes et ouvrières face au défi du XXIème siècle*, Paris, Les Indes Savantes, 2005, p.196.

<sup>22</sup> Sur la continuité de l'illégitimation sociale et politique de la paysannerie après 1989 : Zalewski Frédéric, « Démobilisation et politisation de la paysannerie en Pologne depuis 1989 », *Critique Internationale*, n°31, Vol.2, 2006.

S'appuyant sur les structures et les réseaux du ZSL, le parti paysan « satellite » du parti communiste autour duquel il s'est recomposé, le PSL s'attache à mobiliser en sa faveur la tradition du mouvement agrarien polonais afin de promouvoir une définition essentialiste de la paysannerie, construite autour de critères culturels et historiques, plus qu'économiques<sup>23</sup>. Il adopte une organisation de type partisane et prétend reconstituer une unité politique paysanne mythifiée en cherchant à intégrer à son système d'action différents syndicats et organisations agricoles, notamment le Syndicat des cercles agricoles<sup>24</sup> avec lequel il s'allie en 1991. Solidarité Rurale conserve quant à elle une structure formellement syndicale, ce qui ne l'empêche pas de participer aux élections au sein de coalitions, et légitime sa prétention à représenter la paysannerie dans les jeux politiques post-communistes par son appartenance au mouvement Solidarité et par son passé de lutte contre le régime socialiste et son projet collectiviste<sup>25</sup>. Dans cette optique, son offre de représentation s'adresse essentiellement aux exploitants indépendants et propose donc une définition de la paysannerie basée sur des critères économiques, particulièrement la propriété et l'insertion à l'économie marchande.

Si cette lutte entre le PSL et Solidarité Rurale pour le statut de porte-parole de la paysannerie s'exprime dans l'arène électorale<sup>26</sup>, elle se prolonge également, bien que selon des modalités différentes, dans celle des conflits sociaux. Les manifestations agricoles qui se développent en Pologne entre 1989 et 1993 constituent en effet pour ces organisations un espace de remobilisation pratique de la paysannerie et de promotion de leurs offres différenciées de représentation du groupe paysan. C'est dans ce contexte de politisation concurrentielle du mécontentement agricole qu'un nouvel acteur du mouvement paysan, *Samoobrona*, fait son apparition.

---

<sup>23</sup> Sur le processus de structuration de l'identité partisane du PSL, on se référera à l'ouvrage : Zalewski (F.), *Paysannerie et politique en Pologne. Trajectoire du Parti paysan polonais du communisme à l'après communisme, 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard éditeur, 2006

<sup>24</sup> Le Syndicat des cercles est l'héritier du Syndicat rural, principalement implanté dans les structures collectivisées du temps de la République populaire.

<sup>25</sup> Sur l'émergence de Solidarité Rurale au début des années 1980 : Rambaud (P.), « Les agriculteurs polonais à la conquête de leur identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 41, 1982.

<sup>26</sup> Au premier tour des élections présidentielles de 1990, le candidat du PSL, Roman Bartoszcze, réunit 7,15% des voix. Initialement candidat, le président du syndicat Solidarité Rurale Gabriel Janowski, se rallie finalement à Lech Wałęsa qui remporte les élections. Aux élections législatives de 1991, suite à l'échec du rapprochement entre le PSL et Solidarité Rurale, le PSL obtient 8,67% des voix et le PSL-Porozumienie Ludowe (PSL-Alliance Agrarienne), créé par des dirigeants de Solidarité Rurale, 5,47%.

- La genèse d'un nouvel acteur dans le champ du syndicalisme agricole.

Les nombreuses actions de protestations agricoles qui se déroulent en Pologne de 1989 à l'été 1993 ont la réputation d'avoir été essentiellement « spontanées », de constituer l'expression mécanique des craintes et du mécontentement de la paysannerie face au nouveau système économique libéral auquel elle serait largement inadaptée<sup>27</sup>. Sans nier l'impact décisif de la détérioration dramatique des conditions de vie des milieux agricoles sur la dynamique du mouvement de contestation<sup>28</sup>, il convient de nuancer cette lecture spontanéiste du cycle de mobilisation. Guidée par une logique étiologique, celle-ci tend en effet à ignorer les dynamiques concrètes qui constituent la vague de grèves paysannes. Loin d'être apolitique ou désorganisée, cette dernière apparaît à l'inverse profondément marquée par les luttes pour l'objectivation et la représentation de la paysannerie, ou d'une de ses franges, que se mènent les différentes organisations agricoles<sup>29</sup>. Dès le début de la mobilisation, Solidarité Rurale et, dans une moindre mesure, le PSL et son allié le Syndicat des cercles jouent ainsi un rôle non-négligeable dans l'organisation des manifestations [tableau 1].

**Tableau 1 : Organismes des manifestations agricoles de 1989 à 1991  
(en pourcentage du nombre total de manifestation)**

Nom de l'organisation	Année		
	1989	1990	1991
Solidarité Rurale	28,6	29,4	36,8

<sup>27</sup> Cf. Gorchach (K.), Mooney (P.), « Defending Class Interests: Polish Peasants in the First Years of Transformation », in Pickles (J.), Smith (A.), eds, *Theorising Transition: The Political Economy of Post Communist Transformations*, New York, Routledge, 1998.

<sup>28</sup> Dans les campagnes polonaises, le passage à l'économie de marché libérale s'est en effet accompagné d'un effondrement du revenu agricole moyen qui est divisé par trois entre 1989 et 1992, d'une réduction drastique du niveau de vie ainsi que de l'apparition d'un chômage de masse jusqu'ici inédit. On estime ainsi qu'au début des années 1990 près d'un million d'exploitations, soit près de la moitié d'entre-elles, sont contraintes de remettre en cause leur intégration marchande pour se replier vers une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance. Cf. Maurel (M.-C.), Halamska (M.), Larmarache (H.), *Le repli paysan. Trajectoires de l'après-communisme en Pologne*, Paris, L'Harmattan, 2003 ; Bafoïl (F.), Guyet (R.), L'Haridon (L.), Tardy (V.), « Pologne. Profils d'agriculteurs », *Le Courrier des pays de l'Est*, 1034, 2003 ; Bafoïl (F.), *Après le communisme*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 66-79.

<sup>29</sup> En d'autres termes, il convient selon nous de cesser d'appréhender les manifestations se développant dans le post-communisme comme des phénomènes exceptionnels, voire anormaux, et d'en resituer l'étude dans l'espace « normal » du politique. Notre réflexion se place ainsi dans une perspective «continuiste» telle qu'elle est présentée par Dobry (M.), « Mobilisation multisectorielle et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique », *Revue française de sociologie*, 24, 1983.

Autre <sup>30</sup>	14,3	17,6	26,4
“Spontanée” <sup>31</sup>	57,1	53	36,8
Total	100	100	100

Sources : Center for European Studies, Harvard University, DATABASE, cité in Foryś (G.), *Dynamika sporu : protesty rolników w III Rzeczpospolitej* (La dynamique du conflit : les manifestations agricoles sous la Troisième République), Warszawa, WN Scholar, 2008, p.155.

Leurs tentatives plus ou moins concurrentielles de politisation de la crise agricole, d'imposition d'une signification politique à la mobilisation, se développent cependant dans un contexte peu favorable. Elles vont en effet à l'encontre du discours modernisateur porté par le gouvernement dirigé par Tadeusz Mazowiecki, dont le PSL est membre jusqu'à la fin 1990, et auquel Solidarité Rurale apporte globalement son soutien de par son appartenance au camp de l'ancienne opposition démocratique. Le PSL comme Solidarité Rurale se trouvent ainsi dans une situation délicate leur interdisant de mobiliser des critiques acerbes des réformes en cours dans leur offre de politisation du mouvement de contestation. Les deux organisations sont par ailleurs engagées au début des années 1990 dans des processus de recompositions internes qui brouillent la lisibilité de leurs prises de position. Les débats récurrents sur l'opportunité d'unifier des différentes organisations agrariennes, sur l'attitude à adopter face aux réformes libérales ou encore, plus prosaïquement, sur le choix des dirigeants, qui traversent les deux organisations affectent leur capacité à contrôler le mouvement de mobilisation et à imposer une définition unique de son sens politique. Dans ce contexte, de nombreuses structures plus ou moins formalisées trouvent un espace pour se développer au niveau communal, indépendamment des organisations paysannes traditionnelles, afin de structurer des actions de protestation autour d'enjeux locaux ou catégoriels.

C'est notamment le cas du Comité Communal d'Autodéfense Agricole de Darłowo (*Gminny Komitet Samoobrony Rolnictwa*) créé en juillet 1991. L'apparition d'une association informelle d'exploitants agricoles dans cette commune de Poméranie Occidentale est liée à un enjeu particulièrement prégnant dans cette région de forte implantation des fermes d'Etat du temps du communisme<sup>32</sup> : celui du surendettement

<sup>30</sup> Principalement le Syndicat des Cercles.

<sup>31</sup> Cette catégorie « spontanée » est à nuancer car elle regroupe également les actions organisées au niveau local par des comités de mobilisation plus ou moins formalisés.

<sup>32</sup> Suite à l'interruption de la collectivisation forcée dès 1956, c'est dans les anciens territoires

d'agriculteurs indépendants ayant contracté des emprunts afin de racheter et moderniser des anciennes exploitations socialisées. Frappés par l'explosion des taux d'intérêts au début des années 1990, nombre de ces exploitants, qui jouent pourtant la carte du marché, s'avèrent incapables d'honorer leur dette et doivent faire face à des procédures de saisies ou de mise en faillite. Si le comité communal d'Autodéfense est à l'initiative d'actions protestataires autour de cette question au niveau local, il fonctionne également comme une agence de mise en commun des moyens entre les agriculteurs de l'arrondissement de Darłowo afin d'assurer la logistique, mais aussi l'entretien des exploitations, lors des manifestations se déroulant ponctuellement à Varsovie<sup>33</sup>. Des membres du comité peuvent ainsi participer pendant plusieurs semaines au rassemblement organisé de manière unitaire par les principales organisations agricoles devant le bâtiment du Parlement de septembre à octobre 1991. C'est à cette occasion, suite à la rencontre avec des représentants d'autres comités locaux réunis également autour de la question du surendettement des agriculteurs, que le comité communal de Darłowo participe à la création du Comité National d'Autodéfense Agricole (KKSR : *Krajowy Komitet Samoobrony Rolnictwa*)<sup>34</sup>. Andrzej Lepper, un agriculteur propriétaire d'une exploitation de 120 ha dans l'arrondissement de Darłowo, est désigné porte-parole et vice-président de cette structure qui n'a alors pas d'existence légale et s'apparente plus à une confédération de comités locaux qu'à une véritable organisation nationale. Profitant de la forte présence journalistique dans le campement provisoire installé devant le Parlement, le KKSR est à l'origine de diverses actions de protestation spectaculaires (grèves de la faim, tentatives d'envahissement du Parlement...) ayant pour objectif de publiciser le problème du surendettement des agriculteurs. Ce recours à un mode d'action radical, qui renvoie au registre de la « scandalisation » mis en évidence par Michel Offerlé, permet au KKSR d'attirer l'attention des médias et de se voir légitimer par les autres acteurs du mouvement de mobilisation, ainsi par le gouvernement, dans sa prétention à s'exprimer au nom d'un frange du monde rural. Le 24 octobre 1991, Andrzej

---

allemands rattachés à la Pologne après 1945 que la densité des fermes d'Etat polonaises était la plus élevée, notamment en Poméranie, en Mazurie ou en Silésie.

<sup>33</sup> Socha Krzysztof, « Trudno jest tworzyć... » (il est difficile de bâtir), *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992 : Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), ZZR Samoobrona 1991-1996, n° d'inventaire 31.

<sup>34</sup> Cf. Ul (J.), *Lepper Andrzej : Samoobrona : dlaczego? przed czym?* (Andrzej Lepper : Samoobrona : pourquoi ? face à quoi ?), Warszawa, AWP "Wyraz", 1993 ; « Jak powstała Samoobrona » (comment s'est formé Samoobrona), *Polityka*, 21 (2555), 27/05/06, p. 37.

Lepper est ainsi convié, en tant que représentant de cette structure, à participer à une rencontre avec le ministre de l'économie Leszek Balcerowicz<sup>35</sup>, et, le 14 novembre, il est l'un des dix signataires d'un appel commun des différents responsables agricoles, dont les présidents du PSL, de Solidarité Rurale et du Syndicat des cercles Agricoles.

Initialement, les organisations agricoles historiques ne se montrent pas particulièrement hostiles à l'émergence du KKSR dans le champ du mouvement paysan. S'étant structuré autour de l'enjeu spécifique, et relativement restreint, du surendettement des agriculteurs intégrés au marché, il n'apparaît en effet pas dans un premier temps comme un concurrent sérieux pour la représentation politique de la paysannerie. À l'inverse, alors qu'ils cherchent à élargir leur soutien au sein du mouvement de contestation dans la perspective des élections législatives du 27 octobre 1991, le PSL et Solidarité Rurale se montrent même plutôt bienveillants à l'égard du KKSR. Ils s'attachent ainsi à réintégrer, en lien avec leur offre de représentation, ses revendications dans leurs programmes électoraux et apportent même, comme en témoigne le président du Syndicat des Cercles Agricoles de l'époque, un certain soutien à sa structuration.

Je ne cache pas que, bien que nous leur enviions leur éclat médiatique et l'intérêt des médias à leur égard, nous avons aidé à la naissance du mouvement Samoobrona, Je ne cache pas que quand ils campaient devant l'assemblée [...] nous allions leur apporter des couvertures. C'est à ce moment-là que j'ai fait la connaissance d'Andrzej Lepper. Nous nous sentions obligé d'aider, je ne le cache pas. Une fois que nous les avons aidés et quand ils se sont renforcés un petit peu, nous sommes alors devenus des concurrents dans la présentation des revendications, dans l'organisation des manifestations. Mais ça se passait bien en somme.

Janusz Maksymiuk, président du Syndicat des Cercles Agricoles et député PSL de 1991 à 1993.

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

À en croire Andrzej Lepper, les principales organisations paysannes ne sont pas non plus étrangères à la décision d'institutionnaliser le KKSR en un véritable syndicat agricole. À mesure que la participation du comité aux négociations avec les pouvoirs publics et à l'organisation des manifestations varsoviennes se routinise, son absence de structures formelles et de direction clairement identifiée aurait en effet été

---

<sup>35</sup> « Rolnicy u Balcerowicza » (Les agriculteurs chez Balcerowicz), *Gazeta Wyborcza*, nr 250, 25/10/1991, p.2.

considérée comme de plus en plus gênante par ses partenaires au sein de la mobilisation.

Quand est née l'idée de créer des comités d'Autodéfense, personne ne songeait alors ni à un syndicat, ni à un parti. C'est seulement après les manifestations de juillet à Darłowo [...], puis ensuite avec la grève de la faim devant l'assemblée, que les syndicats et les organisations agricoles existantes ont commencé à nous reprocher de ne pas pouvoir véritablement dialoguer avec nous car nous n'avions pas de personnalité juridique. À ce moment-là, moi, avec un groupe de gens venus de tout le pays, nous avons décidé que nous allions acquérir la personnalité juridique. Et en décembre 1991 nous avons déposé au Tribunal la demande d'enregistrement du syndicat et le 10 janvier 1992 l'enregistrement était effectif.

Andrzej Lepper, président de *Samoobrona*  
Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie.

Les statuts du nouveau syndicat, qui prend le nom de Syndicat Professionnel Agricole Autodéfense (*ZZR Samoobrona*), réaffirment la centralité des questions de l'accès au crédit, de l'échelonnement de la dette et de la défense de la propriété dans la définition de son offre de représentation<sup>36</sup>. L'organisation, qui vise ainsi explicitement à s'imposer comme le porte-parole des agriculteurs intégrés au marché et cherchant à moderniser leur exploitation, affirme dès sa création, sans que cela ne soit vraiment vérifiable, compter 5000 membres et être implanté dans 32 voïvodies sur 50<sup>37</sup>.

- Élargissement du champ d'intervention, subversion des règles de la manifestation et dédoublement organisationnel.

La reconnaissance juridique en tant que syndicat agricole représentatif, aux côtés de Solidarité Rurale et du Syndicat des Cercles, permet au *ZZR Samoobrona* de développer de nouvelles modalités de défense des intérêts du groupe au nom duquel il prétend s'exprimer. Dans les semaines qui suivent son enregistrement, les dirigeants du syndicat multiplient ainsi les communiqués à destination des responsables politiques, notamment le maréchal du Sejm<sup>38</sup>, le Premier Ministre<sup>39</sup> et le Président de

---

<sup>36</sup> « Broń się sam » (se défendre seul), *Zielony Sztandar*, 4, 26/01/92, p.3.

<sup>37</sup> « Z działalności ruchu ludowego » (à propos des activités du mouvement paysan), *Zielony Sztandar*, 3, 19/01/92, p.2.

<sup>38</sup> « Marszałek Sejmu RP. Pan Prof. Dr hab. Wiesław Chrzanowski » (Lettre au Professeur Wiesław Chrzanowski, Maréchal du Sejm de la République de Pologne), 05/02/92. In *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992, op.cit.

<sup>39</sup> « Pan Premier Rządu PR Jan Olszewski » (Lettre au Premier Ministre de la République de Pologne

la République<sup>40</sup>, afin de leur demander d'engager des négociations sur les questions de l'échelonnement des dettes et de la garantie par l'Etat des crédits agricoles. Le 26 février 1992, trois membres du Conseil National du Syndicat, Andrzej Lepper, Paweł Skórski et Marek Lech, déposent même, sans résultat, une saisine auprès du Tribunal Constitutionnel visant à faire invalider la possibilité légale qu'ont les banques de réévaluer unilatéralement les taux d'intérêts d'un crédit en cours<sup>41</sup>. Ce recours actif aux ressources politiques et juridiques reconnues aux syndicats représentatifs ne se substitue cependant nullement aux modes d'actions protestataires mis en oeuvre par l'organisation avant son institutionnalisation. Contrairement aux autres organisations syndicales, le ZZR *Samoobrona* développe en effet une critique radicale de la politique agricole gouvernementale et n'hésite pas à mettre en scène le malaise des exploitants endettés par des actes limites, violents voire illégaux. Grèves de la faim, occupation de bâtiments officiels, blocages de routes ou encore affrontement avec les forces de l'ordre lors des manifestations constituent ainsi des pratiques régulièrement mobilisées par les militants du ZZR *Samoobrona*. Afin d'empêcher l'application des ordonnances de saisie des biens d'agriculteurs surendettés, le syndicat met même en place des « sections anti-application » (*Sekcje antyegzekucyjne*) rebaptisées « bataillons paysans » (*Bataliony Chłopskie*) en avril 1992<sup>42</sup> dont les membres se distinguent en séquestrant des huissiers, voire dans certains cas en leur rasant la tête ou en les molestant. Cette subversion des règles de la manifestation permet au ZZR *Samoobrona* d'accroître sa notoriété, grâce notamment à la large couverture médiatique dont bénéficient les pratiques spectaculaires de ses militants<sup>43</sup>, et de renforcer sa position dans le champ de représentation de la paysannerie. Profitant de l'affaiblissement relatif de ses deux « rivaux » sur le terrain des manifestations, et particulièrement de Solidarité Rurale dont l'ancien président Gabriel Janowski occupe le poste de ministre de l'agriculture depuis décembre 1991<sup>44</sup>, le ZZR *Samoobrona*

---

M. Jan Olszewski), 20/01/92. *Ibid.*

<sup>40</sup> « Pan Lech Wałęsa Prezydent RP » (Lettre au Président de la République de Pologne M. Lech Wałęsa), 25/01/92. *Ibid.*

<sup>41</sup> « Wniosek do Trybunału Konstytucyjnego w Warszawie » (Motion au Tribunal Constitutionnel de Varsovie), 26/02/92. *Ibid.*

<sup>42</sup> La dénomination de *Bataliony Chłopskie* est une référence explicite au mouvement de résistance agrarien polonais du même nom durant la seconde guerre mondiale.

<sup>43</sup> Les actions les plus violentes des militants de *Samoobrona* acquièrent même le surnom de « Lepperiada » dans la presse, en référence aux « Mineriada » roumaines du début des années 1990. Sur l'influence des médias sur la dynamique des mobilisations collectives, cf. Neveu (E.), « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98 (17), 1999.

<sup>44</sup> Les manifestants sympathisants du PSL et du syndicat des Cercles se retrouvent dans une situation



parvient en effet progressivement à s'imposer comme le principal initiateur du mouvement de mobilisation [tableau 2].

**Tableau 2 : Organismes des manifestations agricoles de 1992 et 1993  
(en pourcentage du nombre total de manifestation)**

Nom de l'organisation	Année	
	1992	1993
Solidarité Rurale	38,1	33,33
ZZR Samoobrona	57,1	33,33
Autre (principalement Syndicat des Cercles)	4,8	25
« Spontanée »	/	8,4
Total	100	100

Sources : Center for European Studies, Harvard University, DATABASE, cité in Forys (G.), *op.cit.*, p.155.

Fort de la nouvelle dimension acquise par leur organisation, les dirigeants du syndicat s'attachent par ailleurs à en élargir le champ d'intervention. Au cours du mois d'avril 1992, le 1<sup>er</sup> Congrès National du syndicat à Varsovie<sup>45</sup> puis l'occupation spectaculaire pendant trois semaines du ministère de l'agriculture par des militants de *Samoobrona*<sup>46</sup> leur offre l'occasion de publiciser leur prétention nouvelle à s'exprimer, et à agir, au nom des agriculteurs dans leur ensemble, et plus seulement d'une frange de ceux-ci. Alors que la participation d'agriculteurs non-endettés aux actions planifiées par le syndicat est mise en avant, des questions aussi variées que celles de la garantie des prix agricoles, du plafonnement du prix des carburants ou encore de la limitation des quotas d'importation sont ainsi adjointes à sa plateforme revendicative<sup>47</sup>.

Le poids croissant du *ZZR Samoobrona* dans les manifestations et surtout l'élargissement de son champ d'intervention au-delà de la seule question de l'endettement conduisent les organisations agricoles historiques à infléchir

---

délicate comparable à ceux de Solidarité Rurale lors de la nomination, de courte durée, de Waldemar Pawlak au poste de Premier Ministre d'avril à juin 1992.

<sup>45</sup> 600 délégués du syndicat se réunissent alors à la « Hala Gwardia » de Varsovie et élisent officiellement, par acclamation, Andrzej Lepper au poste de président de l'organisation : « Samoobrona nie znaczy w Pojedynkę » (Samoobrona ne signifie pas en solitaire), *Zielony Sztandar*, 14, 05/04/92.

<sup>46</sup> Cf. « Samoobrona okupuje » (Samoobrona occupe), *Gazeta Wyborcza*, 858, 10/04/92, p.5.

<sup>47</sup> Cf. « Zaskpiono z polskiego Chłopa » (On se moque de la paysannerie polonaise), *Zielony Sztandar*, 19, 10/04/92 ; et *Rolnik Rzeczypospolitej*, 1992, *op.cit.*

radicalement leur attitude à l'égard du nouveau venu dans le champ de représentation de la paysannerie. À la bienveillance originelle se substitue ainsi progressivement une méfiance croissante. Incapables d'intégrer le ZZR *Samoobrona* à leurs systèmes d'action respectifs, Solidarité Rurale et le PSL l'accusent en effet désormais de diviser le camp paysan et même de nuire à ses intérêts par ses actions unilatérales et outrancières. Ainsi, le 16 avril, les principales organisations agricoles ne le convient pas à participer au nouveau cycle de négociation engagé avec le gouvernement, portant pourtant sur la question des faillites agricoles<sup>48</sup>. La méfiance se transforme en franche hostilité lorsque, le 14 mai 1992, Andrzej Lepper annonce, dans une lettre ouverte aux principaux dirigeants polonais, la création du Mouvement Social « Autodéfense de la République de Pologne » (*Ruch Społeczny Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej*), aux ambitions politiques explicites.

Constitué à l'initiative de notre syndicat, le Mouvement Social d'Autodéfense de la République de Pologne aspire à un changement de grande ampleur de la situation économique et socio-politique actuelle. Le Mouvement d'Autodéfense de la République de Pologne a été créé dans le but de remédier à la tragédie nationale que nous observons une nouvelle fois et avec l'espoir que les plus hautes autorités de notre pays engagent immédiatement un changement de direction face à la situation actuelle.

Andrzej Lepper pour le Praesidium du ZZR *Samoobrona*.

Lettre ouverte au Président de la République, au Premier Ministre, au Maréchal du Sejm et au Maréchal du Sénat. 14 mai 1992<sup>49</sup>.

Lancée au moment même où Waldemar Pawlak, le président du PSL nommé Premier Ministre par Lech Wałęsa, engage des négociations, qui s'avéreront infructueuses, en vue de former un gouvernement, cette initiative politique témoigne de la volonté de certains dirigeants du ZZR *Samoobrona* d'intervenir en dehors du seul champ du syndicalisme agricole et de s'investir directement, sans la médiation des organisations paysannes historiques, dans la compétition politique. Si cette nouvelle orientation donnée à l'organisation entérine la rupture avec les autres acteurs du champ de représentation de la paysannerie et ne fait pas l'unanimité au sein même du syndicat, elle est confirmée le 6 juin 1992 lorsque le ZZR *Samoobrona* participe à la création

---

<sup>48</sup> « Oddłużenie bez Samoobrony » (Le surendettement sans Samoobrona), *Gazeta Wyborcza*, 862, 16/04/92, p.5.

<sup>49</sup> Lepper (A.), *List Otwarty* (lettre ouverte), 14/05/92, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 1991-1996, n° d'inventaire 7.

d'un nouveau parti politique qui prend le nom d'Alliance Autodéfense (*Przymierze Samoobrona*).

Et nous [les dirigeants du syndicat] avons commencé à agir en souhaitant créer également un parti politique. En voyant ce qui se passait autour de nous, et vu l'évolution de nos relations avec le PSL, nous savions en effet que dans ces conditions nous n'allions pas pouvoir avoir de représentation à l'assemblée. Le PLS ne voulait même plus discuter avec nous à ce sujet. Et nous savions que même si le PLS avait voulu en parler, leurs intérêts étaient trop différents des nôtres. Nous, nous voulions avoir une représentation à l'assemblée et donc en juin nous avons décidé d'enregistrer un parti sous un premier nom qui était « Alliance Samoobrona ».

Andrzej Lepper

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie

Bien que le choix de cette appellation illustre le désir de capitaliser sur la renommée du label *Samoobrona*, la nouvelle organisation partisane n'est cependant nullement réductible à une simple transposition dans le champ politique du syndicat, de ses structures et de son programme. *Przymierze Samoobrona* est en effet le produit du rapprochement d'une partie des dirigeants du *ZZR Samoobrona* avec des groupes politiques ou syndicaux préexistants, notamment le petit syndicat des Métallurgistes (*Związek Zawodowy Metalowców*) et surtout une fraction du Parti Vert (*Partia Zielonych*) réunie autour de Janusz Bryczkowski, ancien porte-parole de cette formation. Ce dernier, par ailleurs proche du mouvement pan-slavique, est nommé à la vice-présidence du parti dont Andrzej Lepper prend la tête<sup>50</sup>. Bien que l'essentiel des membres fondateurs du *Przymierze Samoobrona* soit issu du *ZZR Samoobrona*, leur union avec des groupuscules non liés au mouvement agrarien témoigne du désir de positionner la nouvelle organisation à l'extérieur du seul champ de représentation de la paysannerie. Dès sa création, le *Przymierze Samoobrona* ambitionne ainsi de représenter tous ceux qui « sont délaissés, qui souffrent, qui sont privés des moyens de vivre et qui sont ignorés voire persécutés par les politiques [menées depuis 1989]»<sup>51</sup>, c'est-à-dire les agriculteurs bien sûr, mais aussi les ouvriers, les chômeurs, les sans-logis ou encore les jeunes<sup>52</sup>.

---

<sup>50</sup> Sur la création du *Przymierze Samoobrona* : « Jak powstała Samoobrona » (comment s'est formé Samoobrona), *art.cit.* ; Piskorski (M.), *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej*, in K. Kowalczyk et J. Sielski (éd.), *Polskie partie i ugrupowanie parlamentarne* (partis et groupes parlementaires polonais), Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2004, p.197-198.

<sup>51</sup> « Przymierze Samoobrona : założenia ideowe-programowe » (*Przymierze Samoobrona : principes idéologico-programmatiques*), juillet 1992, *Archiwum Partii Politycznych* (archive des Partis

Formellement réunis au sein du Mouvement Social « *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* », qu'Andrzej Lepper aime à présenter, à la manière de Solidarité dans les années 1980, comme un vaste mouvement de résistance de la société polonaise contre l'Etat, le ZZR *Samoobrona* et *Przymierze Samoobrona* constituent des organisations, certes intimement liées, mais répondant néanmoins à des logiques de représentation différentes. Engagé dans le mouvement de mobilisation agricole, le ZZR *Samoobrona* a construit sa représentativité sur le « terrain », par l'activisme et le radicalisme de ses membres, y compris de ses dirigeants, lors des manifestations. C'est cette stratégie de politisation par l'action directe du malaise des agriculteurs qui lui permet au cours de l'année 1992 de se démarquer des syndicats agricoles concurrents, d'élargir son groupe de référence au-delà des seuls exploitants endettés et finalement, malgré la permanence de fortes tensions avec les autres organisations agricoles et les pouvoirs publics, de s'imposer comme un acteur incontournable du champ du syndicalisme agricole. Nouvel entrant dans un jeu politique extrêmement concurrentiel, *Przymierze Samoobrona* ne peut quant à lui s'appuyer sur une mobilisation concrète du groupe de référence très large au nom duquel il prétend s'exprimer pour légitimer son offre de représentation. Puisant l'essentiel de ses forces militantes dans le ZZR *Samoobrona*, et profitant abondamment des ressources offertes par le syndicat pour publiciser son offre politique, le parti compte en effet très peu de relais en dehors du mouvement paysan. Le travail d'homogénéisation et de mobilisation du groupe des « délaissés » qu'il entreprend est donc essentiellement symbolique. C'est dans l'idéologie nationaliste que les dirigeants du parti s'attachent à puiser les vecteurs d'unification de ce groupe de référence. Dans les prospectus du parti, les agriculteurs, les chômeurs et les autres « délaissés » sont en effet présentés comme les victimes communes des politiques libérales « anti-patriotiques » mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis 1989. Ces derniers étant accusés d'avoir bradé la Pologne aux intérêts étrangers, et principalement occidentaux<sup>53</sup>. Malgré un timide rapprochement

---

Politiques), ZZR *Samoobrona* 1991-1996, n° d'inventaire 15.

<sup>52</sup> « Apel Partii Przymierze Samoobrona do bezrobotnych, bezdomnych, zagrożonych utratą dachu nad głową » (Appel du Parti Przymierze Samoobrona aux chômeurs, aux sans logis et à ceux qui risquent de perdre un toit), août 1992, *Archiwum Partii Politycznych* (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 1991-1996, n° d'inventaire 18.

<sup>53</sup> Par exemple, « Przymierze Samoobrona : założenia ideowe-programowe », *art.cit.* ; « Leperyzm : czym jest i czym może się stać » (Leperisme : qu'est ce que c'est et qu'est ce que ça peut devenir), juillet 1992, *Archiwum Partii Politycznych* (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 1991-1996, n° d'inventaire 14.

avec le PSL à la fin de l'année 1992<sup>54</sup>, cette orientation nationaliste est finalement confirmée en février 1993 avec l'annonce de la création du Comité d'Autodéfense de la Nation (*Komitet Samoobrony Narodu*) qui a vocation à élaborer la plateforme programmatique du mouvement *Samoobrona* dans la perspective de possibles élections législatives anticipées et à élargir ses soutiens au-delà du seul parti. Réunissant au côté d'Andrzej Lepper des personnalités « indépendantes » proches des milieux de l'extrême droite nationaliste, ce comité élabore des propositions sur des questions aussi variées que la crise de l'agriculture, les privatisations industrielles mais aussi l'éducation nationale ou encore la politique étrangère dans le but de conjurer un hypothétique « Génocide de la Nation Polonaise »<sup>55</sup>.

Outre provoquer des conflits internes au sein du syndicat agricole<sup>56</sup>, cette multiplication des formes organisationnelles et des prises de position conduit cependant à brouiller l'offre politique de *Samoobrona*. Les tensions entre ses offres de représentations syndicales et politiques s'exacerbent en effet lors de la campagne électorale qui débute finalement le 31 mai 1993 avec la dissolution du Sejm par le Président Wałęsa. Alors que le ZZR *Samoobrona*, qui constitue, rappelons le, le principal réservoir militant de l'organisation, continue à s'investir activement dans les nombreuses manifestations paysannes organisées au printemps et à l'été 1993 et ce faisant à conforter sa place centrale dans le champ de représentation de la paysannerie, le programme électoral du « Comité Samoobrona de Lepper » (*Komitet Samoobrona-Leppera*), nom sous lequel le mouvement se présente aux élections<sup>57</sup>, confirme l'orientation généraliste, si ce n'est universelle, de son projet de représentation.

---

<sup>54</sup> À l'approche de son Congrès National, et suite à son retour dans l'opposition gouvernementale, le PSL, ou du moins une partie de sa direction, cherche en effet une nouvelle fois à se rapprocher du ZZR *Samoobrona* et de ses 300 000 membres. Si Lepper donne dans un premier temps des signes d'ouverture à cette option agrarienne, en se rendant notamment au Congrès du PSL, il confirme finalement la stratégie individuelle de *Samoobrona*. Voir notamment : « Samoobrona zmienia taktykę » (*Samoobrona change de tactique*), *Zielony Sztandar*, 47, 22/11/92.

<sup>55</sup> Cf. « Powstał Komitet Samoobrony Narodu » (Création du Comité d'Autodéfense de la Nation), *Samoobrona*, février 1993, *Archiwum Partii Politycznych* (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 1991-1996, n° d'inventaire 32.

<sup>56</sup> Plusieurs membres fondateurs du Syndicat quittent en effet alors le mouvement, cf. « Jak powstała Samoobrona » (comment s'est formé Samoobrona), *art.cit.*

<sup>57</sup> Ce n'est en effet officiellement ni le syndicat, ni le parti qui se présente aux élections, mais un comité électoral créé pour l'occasion au nom du mouvement *Samoobrona* dans son ensemble : cf. « Samoobrona startuje do wyborów » (*Samoobrona se présente aux élections*), *Chłopska Droga*, 25, 20/06/93.

Samoobrona c'est actuellement le nom d'un mouvement socio-politique qui ne réunit pas seulement des agriculteurs, mais aussi des organisations sociales et professionnelles regroupant des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des personnes des milieux de l'éducation et de la culture, des travailleurs de la sphère budgétaire ou encore des écologistes. Ce mouvement, né initialement d'un mouvement de protestation des habitants des campagnes, représente actuellement de nombreuses classes professionnelles et sociales.

Programme du Comité *Samoobrona-Leppera*<sup>58</sup>.

Le refus de *Samoobrona* de se présenter comme une organisation paysanne se retrouve également dans la composition des listes de candidats déposées dans 44 circonscriptions sur 52. Si 48% de ses 350 candidats déclarent une profession agricole, ce chiffre tombe à 32% chez les têtes de liste et les 20 premiers de la liste nationale, et même à 20% chez les dix premiers de la liste nationale<sup>59</sup>.

**Tableau 3 : Part des candidats déclarant une profession agricole sur les listes du comité Samoobrona-Leppera**

	Total des listes		Têtes de liste et 20er liste nationale		10er liste nationale	
	N=	(/350)	N=	(/53)	N=	(/10)
<b>Total secteur agricole</b>		48%		32,07%		20%
<b>Agriculteur</b>	117	33,43%	10	18,87%	1	10%
<b>Technicien agricole</b>	27	7,71%	5	9,43%	1	10%
<b>Ingénieur agricole</b>	24	6,86%	2	3,77%	0	0%

Sources : Państwowa Komisja Wyborcza (Commission électorale nationale), statistiques réalisées par l'auteur à partir des listes de candidats.

Au final, *Samoobrona* peine à imposer cette offre de représentation « patriotico-populaire » dans l'arène électorale. Tirailé entre le positionnement agricole de sa base syndicale et sa prétention à représenter tous les Polonais soumis au « joug des intérêts étrangers », le mouvement se retrouve en effet en concurrence à la fois avec les nombreuses formations nationalistes d'extrême droite et les partis paysans traditionnels, particulièrement le PSL et le PSL-PL de Solidarité Rurale. Le 19 septembre 1993, ses listes plafonnent à 2,78% des voix au niveau national, n'atteignant pas le quorum de 5% permettant d'obtenir une représentation

<sup>58</sup> Cité in Słodkowskiej (I.), éd., *Wybory 1993-Partie i ich programy* (Elections de 1993-Les partis et leurs programmes), Varsovie, ISP-PAN, 2001, p.451.

<sup>59</sup> Selon la loi électorale du 28 juin 1991, 391 mandats sont en effet attribués sur la base de listes de circonscriptions et les 69 restants sur la base de listes nationales. Sur cette question : Heurtaux (J.), *op.cit.*, p.366-374.

parlementaire. Avec 383 967, *Samoobrona* réunit à peine plus d'électeurs que le nombre de militants revendiqué par le ZZR *Samoobrona* et ne réalise des scores significatifs que dans les régions où le syndicat est bien implanté<sup>60</sup>. Cette déconvenue électorale ouvre une grave crise au sein de *Samoobrona*, crise renforcée par le bon score du PSL qui avec 15,4% des voix se place en deuxième position derrière les anciens communistes du SLD<sup>61</sup> et affirme ainsi sa domination sur le champ de la représentation de la paysannerie. Immédiatement après les élections, les premières tensions se font jour entre Andrzej Lepper et son vice-président Janusz Bryczkowski. Ce dernier critique en effet ouvertement la manière dont la campagne électorale a été menée, le manque de cohérence du projet politique, ainsi que la mauvaise gestion du président-fondateur<sup>62</sup>. Bien qu'exclu de *Samoobrona* au début de l'année 1994, Bryczkowski profite de l'incarcération de Lepper en août<sup>63</sup> pour essayer de prendre le contrôle du mouvement<sup>64</sup>. Cette tentative de « putsch » échoue finalement, mais elle conduit néanmoins à une scission qui fragilise durablement la formation.

*Samoobrona* se retrouve dans une situation d'autant plus délicate que, sous l'effet conjugué de la hausse relative des prix agricoles et du retour progressif de l'État à un interventionnisme minimal, suite à l'arrivée au pouvoir de la coalition SLD-PSL et à la nomination du président du PSL Waldemar Pawlak au poste de Premier Ministre, le mouvement de mobilisation agricole s'essouffle à partir de l'hiver 1993. Ayant fondé sa légitimité et sa représentativité sur son activisme protestataire, le ZZR *Samoobrona* peine à routiniser son fonctionnement et à fidéliser ses membres dans ce contexte d'apaisement des tensions dans les campagnes. Malgré l'essoufflement du mouvement Andrzej Lepper réitère cependant ses ambitions politiques en se présentant à l'élection présidentielle de 1995. Développant une nouvelle fois une offre de représentation nationaliste, il ne séduit plus que 1,32% des électeurs (235 000 voix), localisés à nouveau pour l'essentiel dans les régions où le syndicat est

---

<sup>60</sup> *Samoobrona* obtient plus de 5% des voix dans seulement 7 circonscriptions, dont six situées dans des régions où il y avait de nombreuses fermes d'Etat du temps du communisme, dans le Nord-Ouest (Koszalin, Piła, Słupsk), en Mazurie (Suwałki, Elbląg) et en basse Silésie (Legnica).

<sup>61</sup> *Sojusz Lewicy Demokratycznej* : Alliance de la Gauche Démocratique

<sup>62</sup> « Tu nie ma "Samoobrony" » (Ici il n'y a pas de « *Samoobrona* »), *Gazeta Wyborcza*, nr 222, 22/09/1993.

<sup>63</sup> Lepper est condamné pour l'agression d'un agent assermenté à un an de prison. Il sera libéré au bout de quelques semaines. « Andrzej Lepper w areszcie » (Andrzej Lepper en état d'arrestation), *Gazeta Wyborcza*, nr 189, 16/08/1994.

<sup>64</sup> « Bryczkowski chce obalić szefa "Samoobrony" » (Bryczkowski veut renverser le chef de « *Samoobrona* »), *Gazeta Wyborcza*, nr 194, 22/08/1994.

historiquement le plus fort. Marginalisé dans le champ politique, *Samoobrona* se replie alors sur ses bases syndicales de plus en plus fragiles. Le parti *Przymierze Samoobrona* est bien réactivé dans l'optique des élections législatives de 1997, mais, ne parvenant à présenter des candidats que dans seulement 16 circonscriptions sur 52, il est alors relégué au statut de groupuscule puisqu'il ne recueille que 10073 scrutins, soit 0,08% des voix au niveau national<sup>65</sup>. Cette déroute marque l'échec de l'entreprise politique *Samoobrona* telle qu'elle s'est développée depuis 1992. Le dédoublement organisationnel de l'organisation, construit sur une différenciation des offres de représentation du syndicat et du parti, ne lui a pas permis de faire fructifier durablement les ressources collectives symboliques et organisationnelles acquises par le syndicat dans la première moitié de la décennie 1990. Incapable de s'assurer une visibilité en dehors du temps des manifestations paysannes qui, à partir de 1993, se raréfient, le mouvement *Samoobrona*, en cherchant à élargir son groupe de référence au-delà des seuls agriculteurs, a progressivement perdu son influence au sein du champ de représentation de la paysannerie, sans pour autant parvenir à élaborer une offre de représentation alternative crédible capable de mobiliser de nouveaux soutiens.

Les élections de 1997, c'était le moment le plus difficile de notre existence, et même moi je ne m'y attendais pas. Mais c'était une dépression politique, et certains croyaient que c'était la fin de *Samoobrona*, qu'il n'allait pas se reconstruire, que c'était la fin de Lepper. A ce moment-là, avec un groupe des membres, nous avons pris la décision que nous allions malgré tout continuer à mener une activité politique. [...] Il restait très peu de gens [...], les plus dévoués. Nous n'avions pas de local, pratiquement aucun moyen financier. C'était spécial. Je disais aux gens qui voulaient que je vienne [faire une réunion publique] que ça serait sur leurs frais. Il fallait couvrir les frais de transport, de logement, aussi bien sûr, pour moi et les une ou deux personnes, pas plus, qui venaient avec moi. Les gens se cotisaient pour l'essence, j'habitais chez des particuliers, etc. À partir de cet échec électoral, pour se reconstruire, ça a été vraiment très difficile...

Andrzej Lepper

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie

## ***Séquence 2 : Des barrages routiers aux bancs de l'Assemblée.***

---

<sup>65</sup> Candidat au Sénat, Lepper parvient tout de même quant à lui à obtenir 24 614 voix, soit 15,86% du total de sa circonscription. Ce résultat est néanmoins insuffisant pour lui permettre d'être élu.



La fluidification relative du champ de représentation de la paysannerie suite aux élections de 1997 et la résurgence des mobilisations agricoles à partir de l'été 1998 permettent au ZZR *Samoobrona* de faire son retour dans le champ politique polonais. Selon un processus comparable à celui du début des années 1990, le syndicat parvient une nouvelle fois à s'imposer, du moins dans les médias, comme le principal initiateur du mouvement de contestation par son recours régulier à des pratiques subversives lors des manifestations. S'étant attaché à doter le syndicat d'une structure organisationnelle solide et fortement hiérarchisée, ses dirigeants, et principalement Andrzej Lepper qui a renforcé sa position à la tête du mouvement, réaffirment les ambitions électorales de *Samoobrona* au printemps 1999, alors qu'ils semblaient dans un premier temps y avoir renoncé en partie. Les modalités de participation de *Samoobrona* à la compétition électorale, objet de vifs débats au sein du mouvement, s'avèrent finalement profondément différentes de celles observables au début des années 1990. En effet, alors que les structures de la branche partisane de *Samoobrona* sont désormais calquées sur celles du syndicat, le mouvement s'attache à se repositionner à la « gauche » de l'échiquier politique. En développant une offre de représentation articulée autour de la question du coût social de la transition et d'une critique virulente des politiques économiques libérales, le mouvement parvient finalement, dans un contexte de profonde recomposition du champ politique polonais, à « percer » électoralement lors des élections législatives de 2001.

- Fluidification du champ de représentation de la paysannerie et résurgence des mobilisations agricoles<sup>66</sup>

L'année 1997 ouvre une nouvelle période de crise pour les campagnes polonaises. Des importations excessives, dues à une surestimation de la baisse de la production occasionnée par les inondations historiques de l'été, puis la baisse des importations, accentuée à partir de 1998 par la crise russe, provoquent alors une chute brutale du prix des produits agricoles, notamment des céréales, et un nouveau recul très net des revenus paysans. Entre 1996 et 1998, ceux-ci s'effondrent de près de 50 % pour atteindre leur plus bas niveau depuis le changement de régime. La parité de revenu,

---

<sup>66</sup> Pour plus de détails sur la résurgence des mobilisations agricoles en Pologne à la fin des années 1990, on permettra de renvoyer à notre article: Pellen (C.), « Les manifestations paysannes polonaises : politisation, médiatisation et personnalisation d'une mobilisation contestataire », *Politix*. 86 (22), juin 2009, pp. 167-188.

c'est-à-dire le rapport entre les revenus agricoles et non agricoles, passe quant à elle, durant la même période, de 65 % à moins de 40 %<sup>67</sup>. Cependant, si la détérioration de la situation économique des campagnes à partir de l'année 1997 est indéniable, sa mise en forme en tant qu'enjeu social et politique pouvant donner lieu à une action collective paysanne n'a, tout comme au début des années 1990, rien de mécanique. Initialement, elle semble même hautement improbable tant les principales organisations agricoles paraissent fragilisées à l'issue des élections législatives de 1997. Outre sanctionner l'échec politique de *Samoobrona*, celles-ci sont en effet marquées par le marasme des organisations agricoles historiques.

Quatre ans après son excellent résultat de 1993, le PSL, profondément divisé et affaibli, s'avère en effet incapable de réitérer la même performance. Loin de s'estomper avec son accès aux responsabilités, la stigmatisation liée à son statut de porte-parole de la paysannerie s'est au contraire intensifiée, y compris de la part de ses partenaires sociaux-libéraux du SLD, et a progressivement miné son unité. À partir de 1995, date du limogeage de Pawlak du gouvernement, la ligne agrarienne élaborée par le PSL depuis le changement de régime est ouvertement contestée par une partie des dirigeants du mouvement. Ce courant, mené par Roman Jagieliński, nommé ministre de l'Agriculture et vice-premier ministre dans le gouvernement de Józef Oleksy, peut se prévaloir du soutien du SLD, ainsi que d'une grande partie des dirigeants du Syndicat des cercles, et plaide en faveur d'une conversion du PSL aux thèses « modernisatrices » dominantes, d'une redéfinition de son offre de représentation vers la frange la plus « viable » économiquement de la paysannerie<sup>68</sup>. Bien que Jagieliński échoue dans sa tentative de ravir la présidence du parti à Pawlak lors du congrès de 1996, cette « guerre au sommet » fragilise profondément le parti et nuit à la lisibilité de son offre politique lors de la campagne pour les élections législatives de 1997. Le 21 septembre, le PSL plafonne à 7,3 % des suffrages. Il perd plus de la moitié de ses électeurs par rapport à 1993 et voit son nombre de députés au Sejm fondre, passant de 132 à 27. Son principal concurrent pour la représentation de la paysannerie ne profite cependant pas de cette débâcle. À quelques mois des élections, Solidarité rurale s'est en effet violemment déchiré sur la stratégie électorale

---

<sup>67</sup> Forys (G.), Gorlach (K.), « The Peculiar Dynamics of Polish Peasants Protests under Post-Communism », *Eastern European Countryside*, 8, 2002

<sup>68</sup> Sur le conflit entre Pawlak et Jagieliński, cf. Zalewski (F.), *Paysannerie et politique en Pologne...*, *op. cit.*, p. 179-180.

du mouvement. Alors que la plupart de ses dirigeants historiques font le choix de soutenir l’AWS<sup>69</sup>, une coalition de formations issues de l’aile conservatrice du mouvement Solidarité qui remporte finalement les élections, le président du syndicat, Roman Wierzbicki, engage lui son mouvement dans une alliance avec les nationalistes du ROP<sup>70</sup>. Cette formation ne dépasse que difficilement le quorum de 5 % et n’obtient que six députés, dont aucun n’est issu du syndicat agricole.

Au final, les élections de 1997 semblent sanctionner la crise des organisations ayant construit leur offre de représentation sur une objectivation de la paysannerie en tant que groupe social autonome. Divisées et affaiblies, elles se sont avérées largement incapables de faire pièce aux représentations dominantes pour construire, entretenir et mobiliser la paysannerie en tant que groupe d’individus qui, au-delà de leurs disparités économiques, partageraient une identité et des intérêts communs. Paradoxalement, cette crise des organisations agricoles, en ce qu’elle entraîne une profonde recomposition du champ de la représentation de la paysannerie, joue selon nous un rôle décisif dans la résurgence des manifestations agricoles au cours de l’année 1998. L’affaiblissement du PSL et le retour aux affaires des « modernisateurs » les plus dogmatiques, au premier rang desquels Leszek Balcerowicz fervent partisan d’une restructuration ultra-libérale de l’agriculture polonaise<sup>71</sup>, transforment en effet profondément les modalités de représentation des intérêts du monde rural, bouscule les équilibres existants au sein du mouvement paysan et modifie la perception que les différentes organisations agricoles ont des risques et avantages qu’ils ont à s’engager dans une mobilisation.

Face à un gouvernement qui nie l’autonomie de la question de la crise agricole, l’intégrant à la problématique plus large de la modernisation de l’économie nationale et de son adaptation aux impératifs de la concurrence notamment dans la perspective de l’adhésion à l’Union Européenne, les différentes organisations agricoles s’en

---

<sup>69</sup> *Akcja Wyborcza Solidarność* : Action électorale Solidarité

<sup>70</sup> *Ruch Odbudowy Polski* : Mouvement pour la reconstruction de la Pologne.

<sup>71</sup> Arrivé largement en tête du scrutin de septembre 1997 avec presque 34% des voix (201 députés sur 470), l’AWS signe un accord de coalition avec les libéraux de l’UW (*Unia Wolności* : Union de la liberté) arrivés quant à eux en troisième position avec 13,37% des voix (60 députés). À l’issue de cet accord, qui refonde symboliquement l’unité du camp solidarité, Jerzy Buzek (AWS) est nommé Premier Ministre et Leszek Balcerowicz (président de l’UW) ministre des finances et vice-premier ministre.

saisissent dans un premier temps selon des modalités différenciées, voire concurrentielles. Chacun espérant profiter de la relative fluidification du champ de la représentation de la paysannerie pour renforcer sa position par rapport aux autres. La direction du PSL adopte rapidement une posture extrêmement critique à l'égard du nouveau gouvernement et s'attache, notamment lors des débats parlementaires, à promouvoir une politisation de la situation économique des campagnes en tant que crise sociale menaçant l'ensemble des zones rurales, indépendamment de leur position dans l'espace économique. Cherchant à se rapprocher du gouvernement de Jerzy Buzek, dont le nouveau ministre de l'agriculture Jacek Janiszewski est un ancien responsable du syndicat, les dirigeants de Solidarité Rurale concentrent eux à l'inverse leurs attaques contre l'ancienne coalition PSL-SLD, érigée en responsable de la détérioration des conditions de vie dans les campagnes. Quant au Syndicat des cercles, qui a perdu la position privilégiée qu'il occupait du temps de la coalition PSL-SLD, et au ZZR *Samoobrona*, exsangue mais disposant néanmoins toujours du statut officiel de syndicat agricole représentatif, ils privilégient initialement la négociation catégorielle avec le nouveau gouvernement à la contestation. Sans chercher à élargir son offre de représentation au-delà de ses soutiens traditionnels, le ZZR *Samoobrona* recentre alors ses revendications sur la question de la garantie des revenus des agriculteurs endettés et pleinement intégrés au marché.

Il faut attendre le printemps 1998 pour que les premiers signes d'un rapprochement entre les différents acteurs du mouvement paysan soient observables. La domination de plus en plus marquée des libéraux dans les choix économiques du gouvernement, l'échec du dialogue engagé avec le ministre de l'Agriculture, affaibli et isolé dans son propre camp<sup>72</sup>, et l'invisibilité persistante de la question de la situation des campagnes dans le débat public, conduisent les différentes organisations à infléchir leurs positions initiales pour envisager une collaboration. Au-delà de leurs divergences, ils partagent en effet une opposition commune à l'approche libérale de la modernisation de l'agriculture et plaident tous, bien que selon des modalités différentes, pour un interventionnisme étatique dans ce secteur. Dans un communiqué commun adressé le

---

<sup>72</sup> Critiqué dans son propre parti (le SKL, membre de l'AWS) pour son manque de charisme et son implication de un scandale financier, Jacek Janiszewski apparaît très en retrait dans les premiers mois du gouvernement Buzek. Le philosophe Marcin Król l'accuse même d'être l'un des plus mauvais ministres et d'être complètement invisible (« Komu dymisja, komu podwyżka ? » [Pour qui la démission, pour qui la promotion ?], *Gazeta wyborcza*, 11 février 1998, p. 5).

21 mai 1998 au Premier ministre, les présidents du syndicat des Cercles agricoles, de Solidarité rurale et du ZZR *Samoobrona*, l'invitent ainsi conjointement à s'engager personnellement dans le dossier agricole et à respecter les engagements électoraux de l'AWS, notamment en ce qui concerne la garantie des prix agricoles et la protection des exploitants polonais de la concurrence étrangère. Face à l'inflexibilité du gouvernement et à la rumeur d'un projet d'augmentation des taxes agricoles par le ministre des finances Balcerowicz, les dirigeants syndicaux décident de renforcer leur coopération en signant le 24 juin un « accord de collaboration des présidents des syndicats agricoles », qui doit « garantir une représentation convenable des intérêts professionnels et sociaux des agriculteurs face au gouvernement »<sup>73</sup>. Cet accord sanctionne la convergence des syndicats dans leur représentation de la crise agricole. Dénonçant unanimement la responsabilité de Leszek Balcerowicz dans son aggravation, ils s'accordent en effet désormais pour considérer que sa prise en compte par le gouvernement passe par sa construction en tant que malaise social touchant l'ensemble des composantes du monde rural et donc par une mobilisation unitaire des organisations du mouvement paysan. Avec le soutien du PSL, qui cherche à se rapprocher des syndicats agricoles, les dirigeants syndicaux décident d'organiser une manifestation à Varsovie le 10 juillet 1998 afin de matérialiser cette unité retrouvée de la paysannerie face au gouvernement. Symboliquement, ce défilé peut-être considéré comme le point de départ de la nouvelle vague de grèves paysannes qui secoue la Pologne jusqu'au printemps 1999 et qui marque le grand retour de *Samoobrona* dans le jeu politique.

- Réémergence et réorganisation de *Samoobrona* par la contestation.

[Le 10 juillet 1998], nous sommes en train de marcher, nous avons constitué une colonne de marche organisée et nous remontons la rue Nowy Swiat. D'un coup j'entends que Lepper s'apprête à tourner à droite [sur les allées de Jérusalem] et à ne pas suivre le plan convenu. Mince qu'est ce qu'il faut faire ? [...] Alors, je m'approche et j'entends qu'il a déjà donné l'ordre d'aller à droite. Alors moi je vais pour voir, je remonte vers la tête du cortège, et là la police nous tombe dessus avec du gaz lacrymogène. Après ça nous avons tous eu des problèmes avec la justice... [...] Nous, nous organisons des manifestations légales, nous prévenons la mairie, nous informons le Maire, nous présentons des pétitions la veille au Maréchal de Voïvodie, pour qu'il en prenne connaissance... nous, nous étions un syndicat organisé... et puis Lepper se pointait et il bousculait tout...

---

<sup>73</sup> Cité dans « Zanim wyszli na drogi » [Avant qu'ils ne quittent les routes], Zielony sztandar, 14 février 1999, p. 5.

Dès la manifestation du 10 juillet 1998, le *ZZR Samoobrona* renoue avec les pratiques subversives qui avaient fait sa renommée au début des années 1990. Par leur adéquation avec les représentations spontanées des journalistes sur une paysannerie stigmatisée dans le discours dominant pour son archaïsme et son agressivité latente, les actions illégales déployées par ses militants, sous l'impulsion directe d'Andrzej Lepper, permettent ainsi au *ZZR Samoobrona*, qui est pourtant de loin le plus petit des trois syndicats engagés dans la mobilisation, de monopoliser la couverture médiatique accordée au défilé. Andrzej Lepper apparaît comme le principal meneur des agriculteurs en colère, au détriment des autres organisations dont la présence est tout juste évoquée. Alors que la mobilisation se généralise à l'ensemble du pays à l'automne 1998, en prenant principalement la forme de barrages routiers localisés, la surexposition médiatique de Lepper et des pratiques radicales des militants du *ZZR Samoobrona* se confirme<sup>74</sup>. En lui permettant d'apparaître comme le principal instigateur de la contestation, alors que dans les faits il ne l'est pas [Tableau 4], celle-ci renforce la position du syndicat dans le mouvement de contestation et dans le champ du syndicalisme agricole.

**Tableau 4: Organiseurs des manifestations agricoles de 1997 à 1999  
(en pourcentage du nombre total de manifestation)**

Nom de l'organisation	Année		
	1997	1998	1999
Solidarité Rurale	50	50	32
<i>ZZR Samoobrona</i>	0	18,2	32
Autre (principalement Syndicat des Cercles)	16,7	22,7	32
Spontanée	33,3	9,1	4
Total	100	100	100

Sources : Center for European Studies, Harvard University, DATABASE, cité in Forys (G.), *op.cit.*, p.157.

Alors que ses partenaires plus institutionnalisés du Syndicat des Cercles et de Solidarité Rurale appréhendent les barrages routiers comme un outil de grève « ordinaire » permettant d'appuyer leurs revendications dans le cadre des négociations

<sup>74</sup> Sur l'influence des médias sur la dynamique de la mobilisation paysanne : Pellen (C.), *art.cit.*

avec les pouvoirs publics, Andrzej Lepper les présente lui, lors de ses nombreuses interventions médiatiques, comme les premières étapes d'un vaste mouvement de résistance des paysans contre le gouvernement et les réformes économiques<sup>75</sup>. Multipliant les provocations verbales à l'égard de la classe politique et mobilisant en sa faveur la symbolique des insurrections nationales historiques<sup>76</sup>, Andrzej Lepper se rend personnellement de barricades en barricades pour haranguer ses sympathisants et jouer, jusqu'à la caricature, le rôle du leader paysan radical qu'attendent de lui les médias<sup>77</sup>. Il n'hésite ainsi pas à participer personnellement aux affrontements avec les forces de l'ordre qui émaillent de plus en plus fréquemment les manifestations organisées par le ZZR *Samoobrona*. Si ce mode d'action radical, ce recours au registre de la « scandalisation », a pour conséquence l'exclusion du ZZR *Samoobrona* de la table des négociations à l'automne 1998, il permet néanmoins au syndicat d'orienter le mouvement de contestation en sa faveur et a un impact décisif sur sa capacité à attirer de nouveaux sympathisants<sup>78</sup>.

Je me suis engagé à *Samoobrona* il y a 10 ans, précisément en 98. [...] Il y avait des barrages routiers, alors j'ai commencé à agir de manière très active. Sûrement que les médias ont contribué un peu à mon engagement... Car les journalistes venaient de plus en plus nombreux ici sur les lieux des blocages. Donc ici sur les lieux des blocages le soir il y avait des milliers de gens, nous avions de très fortes altercations avec la police. Une fois, nous avons fait exploser complètement les sections de police, les sections de prévention qui étaient arrivées ... Ils se sont enfuis dans la forêt, dans leurs voitures, il y même de policiers qui se sont retrouvés à l'hôpital.

Waldemar Chmielak  
Responsable local de *Samoobrona* à Garwolin, Mazovie.  
Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin

Par le biais des blocages routiers, le ZZR *Samoobrona* redéploie progressivement ses structures sur l'ensemble du territoire et parvient une nouvelle fois à accroître sa base

---

<sup>75</sup> Nathalie Duclos note également, dans le cas français, les différences profondes dans les modes d'organisation et de gestion des barrages selon le sens que les agriculteurs cherchent à conférer à cette action, selon qu'ils insistent sur sa dimension expressive ou sur son caractère protestataire : Duclos Nathalie, *Les violences paysannes sous la Ve République*, Paris, Economica, 1998, p.14-25. Pour une mise en perspective de la technologie des barrages routiers par son usage par des groupes de chauffeurs routiers : Courty Guillaume, « Barrer, filtrer, encombrer : les routiers et l'art de retenir ses semblables », *Cultures & Conflits*, n°12, 1993, pp. 143-168.

<sup>76</sup> Sur certaines barricades, les militants de *Samoobrona* brandissent ainsi des faux et dans ses interventions Lepper multiplie les références à Tadeusz Kocziusko, héros des révoltes nationales de la fin du XVIIIe siècle.

<sup>77</sup> Les médias ne sont d'ailleurs pas tous dupes de cette mise en spectacle des manifestations par Lepper et certains la soulignent même dans des articles dédiés au président de *Samoobrona* : par exemple « Lepper idzie na wojnę » (Lepper s'en va en guerre), *Polityka*, n°6 (2179), 6 février 1999.

<sup>78</sup> Ce phénomène de « recrutement médiatique » s'apparente à celui mis en évidence par T. Gitlin dans son étude du Students for a Democratic Society (Gitlin (T.), *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the Left*, Berkeley, University of California Press, 1980).

de soutien au-delà des seuls agriculteurs endettés. Les responsables du syndicat s'attachent en effet très rapidement à reconvertir en ressources organisationnelles le capital réputationnel acquis lors des mobilisations. Le ZZR *Samoobrona* se dote ainsi d'une organisation pyramidale, structurée à différents échelons, permettant à ses dirigeants, et principalement à Andrzej Lepper qui n'a désormais plus de rival à la tête du mouvement, de bien mieux contrôler qu'au début des années 1990 les actions se déroulant au niveau local.

Bien sûr, à travers nos opérations, nous avons créé une structure, on distinguait de nouveaux leaders des organisations communales, des arrondissements, c'est de cette façon que se créait la structure de *Samoobrona*. [...] il y avait toujours beaucoup d'actions spontanées, mais la plupart était sous le contrôle de nos structures et celles qui étaient spontanées se soumettaient quand même aux indications de la centrale.

Andrzej Lepper, président de *Samoobrona*  
Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie

Ayant acquis une position centrale dans le mouvement de contestation, le ZZR *Samoobrona* s'impose, malgré son radicalisme, comme un partenaire incontournable pour les autres organisations du mouvement paysan, et principalement pour un PSL en quête de nouvelles alliances dans la perspective des élections locales d'octobre 1998. Contrairement au début des années 1990, les dirigeants du syndicat ne refusent pas la main tendue du parti agrarien. Au nom de l'unité du mouvement paysan<sup>79</sup>, ils acceptent de s'associer à la coalition *Przymierze Społeczny* (Alliance Sociale) mise sur pied par le PSL et semblent ainsi renoncer à engager directement *Samoobrona* dans la compétition électorale. Près de 120 membres du ZZR *Samoobrona* figurent sur les listes du *Przymierze Społeczny*. Andrzej Lepper, lui-même candidat, est élu au Sejmik de Poméranie Occidentale. Cette relative institutionnalisation par l'élection d'Andrzej Lepper ainsi que le réchauffement des relations entre le ZZR *Samoobrona* et les autres organisations agricoles, suite à l'abandon apparent des velléités politiques du mouvement, ne s'accompagnent cependant nullement d'une pacification des pratiques du syndicat.

Alors que les négociations entre Solidarité Rurale, le Syndicat des Cercles et le gouvernement restent au point mort<sup>80</sup>, Janusz Maksymiuk (Syndicat des Cercles),

---

<sup>79</sup> « Razem damy radę » (ensemble nous y arriverons), Communiqué d'Andrzej Lepper, 18 septembre 1999, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 1998-1999.

<sup>80</sup> Rappelons que le ZZR *Samoobrona* est exclu de la table des négociations depuis l'automne 1998.



Roman Wierzbicki (Solidarité Rurale) et Andrzej Lepper décident d'organiser une nouvelle action unitaire de grande ampleur et lancent un appel commun au blocage complet du pays à partir du 25 janvier 1999. Plusieurs centaines de barrages routiers sont alors mis en place sur l'ensemble du territoire et aux postes frontières avec l'Allemagne. À cette occasion, le président de *Samoobrona* se démarque une nouvelle fois de ses partenaires en donnant une connotation révolutionnaire à ces actions. Présent sur les barricades bloquant le principal poste frontière avec l'Allemagne à Świecko, il exhorte ses sympathisants à la révolte générale et les invite même à marcher sur Varsovie pour renverser le gouvernement. Cette mise en scène spectaculaire du mécontentement paysan lui permet une nouvelle de monopoliser l'importante couverture accordée par les médias aux barrages routiers et d'imposer dans l'espace public sa construction de la mobilisation comme un mouvement de révolte du monde rural contre l'Etat. Dans ce contexte, il est de plus en plus difficile pour le gouvernement de nier la représentativité du ZZR *Samoobrona* dans le mouvement paysan. Le 28 janvier, le ministre de l'agriculture Jacek Janiszewski invite personnellement Lepper à faire son retour à la table des négociations<sup>81</sup>.

Le déroulement du nouveau cycle de négociations qui s'engage alors témoigne de la permanence de la volonté des dirigeants de *Samoobrona* de singulariser leur organisation dans le champ de représentation de la paysannerie. Alors que les représentants du Syndicat des Cercles et de Solidarité Rurale continuent à porter des revendications exclusivement économiques, Andrzej Lepper y adjoint au nom de *Samoobrona* des exigences politiques, demandant notamment la dissolution du Parlement. La rupture du front syndical unitaire est consommée le 8 février 1999 lorsque Lepper refuse de se joindre à l'accord sur la garantie des prix agricoles signé entre Wierzbicki, Maksymiuk et le gouvernement, et appelle à poursuivre la mobilisation. Désormais ouvertement critiqué par ses anciens partenaires, et particulièrement par le PSL qui l'accuse de trahir les intérêts de la paysannerie<sup>82</sup>, le ZZR *Samoobrona* parvient malgré son isolement à entretenir l'attention médiatique à son égard en agitant sans cesse la menace de nouveaux blocages routiers. Le Congrès National du syndicat organisé le 5 mai 1999 par le syndicat au Palais des Sciences et

---

<sup>81</sup> «Zaproszenie dla Lepera » (Une invitation pour Lepper), *Gazeta Wyborcza*, n°24, 29 janvier 1999.

<sup>82</sup> Voir notamment : « Nie pozwoli sobą poniewierac » entretien avec Jarosław Kalinowski, *Zielony Sztandar*, n°7, 14 février 1999, p.1-2 ; « Czy Lepper podzieli wieś ? » (Est ce que Lepper divise les campagnes ?), *Zielony Sztandar*, n°12, 21 mars 1999.

de la Culture de Varsovie, alors que les négociations avec le gouvernement viennent de reprendre, est ainsi particulièrement suivi par les journalistes. Devant près de 2000 délégués, et en présence d'invités prestigieux représentant l'ensemble des partis d'opposition, des principaux syndicats de gauche et même de la présidence et du gouvernement<sup>83</sup>, Lepper se fait triomphalement réélire à la tête du syndicat et proclame avec force les ambitions politiques et même gouvernementales de *Samoobrona*. Véritable coup de force symbolique, ce congrès fastueux permet au mouvement *Samoobrona*, qui dans les faits se limite désormais au seul syndicat, de confirmer la nouvelle dimension qu'il a acquise au cours des manifestations et de se faire reconnaître par les principaux agents politiques, ainsi que par les médias, comme un acteur avec lequel il faut compter dans le champ politique<sup>84</sup>.

- Hésitations stratégiques, réactivation du parti et reconversion des ressources syndicales dans l'arène électorale.

Les multiples communiqués, lettres ouvertes ou interventions médiatiques des dirigeants du *ZZR Samoobrona* au tournant des années 2000, et essentiellement d'Andrzej Lepper qui a désormais un quasi-monopole sur la parole publique du mouvement, permettent de mettre en évidence les hésitations persistantes quant aux modalités de participation du syndicat à la compétition électorale et à la définition de son offre de représentation.

Alors qu'il s'attache à élargir le champ d'intervention du *ZZR Samoobrona* au-delà de la seule sphère agricole en multipliant en son nom les prises de position sur des questions aussi variées que la crise industrielle ou l'adhésion de la Pologne à l'OTAN

---

<sup>83</sup> Sont ainsi présent : le nouveau ministre de l'agriculture Artur Balacz, un membre de la chancellerie du président Andrzej Śmietanko, le président du PSL Jarosław Kalinowski, celui du PPS (Parti Socialiste Polonais : extrême-gauche) Piotr Ikonowicz, le vice-président du SdRP (Parti Social-Démocrate Polonais, l'héritier de l'ancien parti communiste au pouvoir) Jacek Piechota, le général Tadeusz Wilecki (proche du SND, un parti d'extrême droite se revendiquant de Roman Dmowski) ainsi que Józef Wiaderny le chef du syndicat OPZZ et Władysław Serafin le nouveau président du Syndicat des Cercles ; « Goście Lepera » (Les invités de Lepper), *Gazeta Wyborcza*, n°104, 6 mai 1999 ; « Partia Wodza » (Le parti du chef), *Polityka*, n°20 (2193), 15 mai 1999.

<sup>84</sup> Ce n'est qu'à partir du mois de mars 1999 que les instituts de sondages commencent à prendre *Samoobrona* en compte dans leurs enquêtes sur la popularité des partis politiques. Au début du mois d'avril 1999, un sondage OBOP met même en évidence un recul très net du PSL qui, avec 5% de soutiens exprimés (contre 11% en mars), est selon l'institut désormais talonné par *Samoobrona* à près de 4% (première prise en compte) : « Wierzyć ? Nie Wierzyć ? » (Croire [le sondage] ? Ou ne pas [le] croire ?), *Zielony Sztandar*, n°16, 18 avril 1999.

et à l'Union Européenne<sup>85</sup>, Andrzej Lepper semble dans un premier temps vouloir renouer avec l'orientation « patriotico-populaire » portée par le mouvement au début des années 1990. Dans cette optique, il annonce en juillet 1999 la création du Bloc National Populaire « *Samoobrona* » (*Blok Ludowo Narodowego Samoobrona*) sur le modèle du *Komitet Samoobrony Narodu* de 1993<sup>86</sup>. Outre reprendre presque à l'identique la rhétorique nationaliste et l'offre de représentation adressée à tous les « délaissés victimes des politiques anti-patriotiques » déployée précédemment par ce dernier, le Bloc National Populaire a tout comme lui vocation à élargir les soutiens du mouvement au-delà du seul syndicat dans la perspective des élections présidentielles d'octobre 2000. Le 17 janvier 2000, le syndicat radical « *Sierpień 80'* » et plusieurs petites formations nationalistes dont le Front Polonais (Front Polski) du général Tadeusz Wilecki formalisent ainsi leur participation au Bloc National Populaire aux côtés du *ZZR Samoobrona*<sup>87</sup>. Achoppant notamment sur la question du choix du candidat aux élections présidentielles, ce projet de coopération fait cependant long feu et est finalement enterré à peine quelques semaines plus tard<sup>88</sup>.

Suite à cet échec, la transformation du mode de fonctionnement de *Samoobrona* en vue de sa participation à la compétition électorale se poursuit parallèlement selon deux orientations distinctes. D'un côté des négociations sont à nouveau engagées avec le PSL afin de mettre sur pied une alliance électorale entre le parti agrarien et le *ZZR Samoobrona* pour les élections présidentielles de 2000 ainsi que pour les législatives de l'année suivante. Dans cette optique, *Samoobrona* s'intégrerait en tant que syndicat agricole au système d'action du PSL, à la manière du Syndicat des Cercles en 1991, et renoncerait ainsi à obtenir une représentation politique de manière autonome. De l'autre côté, on assiste dès janvier 2000 à une entreprise de réactivation de la branche partisane de *Samoobrona*, complètement inactive depuis la débâcle de 1997.

---

<sup>85</sup> Par exemple : « O trzy główne przyczyny tragedii Polski » (Sur les trois principales causes de la tragédie polonaise), communiqué d'Andrzej Lepper, 2 juin 1999 ; Do bezrobotnych (Aux chômeurs), communiqué d'Andrzej Lepper, 29 juin 1999 ; Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), *ZZR Samoobrona 1998-1999*.

<sup>86</sup> « O potrzebie powołania do życia Bloku Ludowi Narodowego Samoobrona » (Sur la nécessité de donner vie à un Bloc National Populaire Samoobrona), Communiqué d'Andrzej Lepper, 21 juillet 1999, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), *ZZR Samoobrona 1998-1999*.

<sup>87</sup> « Deklaracja współpracy » (Annonce de collaboration), communiqué d'Andrzej Lepper (*ZZR Samoobrona*), de Tadeusz Wilecki (Front Polski) et de Daniel Podzrycki (*Sierpień 80'*), 17 janvier 2000, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), *ZZR Samoobrona 2000-2001*.

<sup>88</sup> Tadeusz Wilecki sera finalement le candidat aux présidentielles de 2000 de la formation d'extrême-droite *Stronnictwo Narodowo-Demokratyczne* (Parti National Démocratique) et obtiendra 0,16% des voix.

Rebaptisé « *Samoobrona Rzeczypospolitej Polskiej* » (Autodéfense de la République de Pologne), le parti est réorganisé sur le modèle du syndicat, les structures et l'organigramme de ce dernier étant le plus souvent simplement dédoublés. Les directions nationales du syndicat et du parti sont ainsi strictement identiques et l'adhésion commune aux deux organisations devient la règle, ce qui permet au *Samoobrona* RP de bénéficier des ressources organisationnelles du syndicat et de sa bonne implantation territoriale.

Ici ça a commencé sous la forme du syndicat et ensuite, sur la base de ce syndicat, les gens sont passés au parti. Les instructions venaient d'en haut. La plupart des gens ont adhéré également au parti. On étant membre à la fois du syndicat et du parti. On passait de l'un à l'autre, d'ailleurs le président c'était la même personne, même au niveau local. Certaines circonscriptions avaient un président à part au niveau du parti, et un président au niveau du syndicat, mais c'était rare et c'est le centre [la direction à Varsovie] qui décidait lequel avait le plus de pouvoir.

Waldemar Chmielak

Entretien réalisé le 16 juin 2008 à Garwolin.

Alors qu'en juin 2000, Andrzej Lepper semble un temps tout près de se rallier à Jarosław Kalinowski, le nouveau président du PSL<sup>89</sup>, il officialise finalement sa propre candidature à l'élection présidentielle le 3 juillet<sup>90</sup> et décide ainsi d'engager une nouvelle fois *Samoobrona* directement dans la compétition politique. Il s'appuie sur les nouvelles structures du parti, et donc du syndicat, pour mener une campagne de terrain particulièrement active. Dans les mois précédant le premier tour, on estime ainsi qu'il se rend au moins deux fois dans chacun des 379 *powiat* polonais<sup>91</sup>. Sous le slogan, « Le candidat des gens ordinaires...auxquels toi aussi tu appartiens », il s'attache une nouvelle fois à élargir l'offre politique de *Samoobrona* au-delà de celle du syndicat pour se présenter comme le porte-parole de tous les « perdants de la transition »<sup>92</sup>, de tous ceux qui, agriculteurs ou non, ont le sentiment d'avoir subi un déclassement socio-économique depuis le changement de régime. Bien que

---

<sup>89</sup> « List do Jarosława Kalinowskiego » (Lettre à Jarosław Kalinowski), Courrier d'Andrzej Lepper, 14 juin 2000, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 2000-2001.

<sup>90</sup> « Komunikat Państwowej Komisji Wyborczej » (Communiqué de la Commission Electorale Nationale), 3 juillet 2000, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 2000-2001.

<sup>91</sup> Wardęga (A.), « Kampania przed Kampanią czyli przedwyborcze napinanie mięśni » (La campagne avant la campagne ou montrer ses muscles avant les élections), *Studia politologiczne*, Vol.6, p.245. Le *powiat* est un niveau administratif entre la Voïvodie (Région) et la *gmina* (Canton), comparable à nos départements.

<sup>92</sup> A. Lepper, *Lista Leppera* (La lettre de Lepper), Varsovie, Wydawnictwo Kamea, 2002, p.11.

conservant des connotations nationalistes, l'offre de représentation de *Samoobrona* s'articule cependant désormais essentiellement autour de la question du coût social de la transition et d'une critique virulente des politiques économiques libérales mises en œuvres depuis 1989. Dénonçant tout azimut le personnel politique dominant, dépeint, au-delà des appartenances partisans, comme corrompu et incapable, Lepper se présente quant à lui comme un homme ordinaire, éloigné des sphères du pouvoir. Il s'efforce ainsi d'inverser le stigmate lié à son manque d'expérience politique et de faire de celle-ci le critère même de sa probité et de sa compétence<sup>93</sup>.

Malgré la rationalisation de la structure organisationnelle de *Samoobrona* et la relative clarification de son offre politique, Lepper obtient un résultat décevant lors des élections présidentielles du 8 octobre 2000. En effet, si avec 537 570 voix, soit 3,05% du total, *Samoobrona* réalise sa meilleure performance historique, celle-ci reste très en deçà des ambitions affichées. Dans une élection dominée de la tête et des épaules par le président sortant Aleksander Kwaśniewski, élu dès le premier tour, *Samoobrona* ne parvient même pas à réaliser l'objectif fixé par Lepper de faire mieux que le candidat du PSL, Jarosław Kalinowski, qui obtient lui, 5,95% des scrutins<sup>94</sup>.

La relative déconvenue électorale de la présidentielle ouvre une nouvelle période de tensions au sein de la direction de *Samoobrona*, les débats portant notamment sur l'opportunité d'engager à nouveau le mouvement dans la compétition politique lors des élections législatives de 2001. Alors que Lepper réaffirme rapidement les ambitions électorales du mouvement, plusieurs responsables du syndicat prennent à l'inverse position en faveur d'une alliance avec le PSL. Cette « fronde », qui s'exprime principalement à travers des communiqués publiés, plus ou moins anonymement, en faveur de la constitution de listes communes avec le PSL<sup>95</sup>, voire d'un ralliement sans condition du mouvement au parti agrarien<sup>96</sup>, s'achève avec

---

<sup>93</sup> A un mode de légitimation basée sur des critères de compétences, largement dominant dans le champ politique polonais depuis 1990, il tente ainsi de substituer une légitimité liée à ses attaches populaires, à son autonomie vis-à-vis du pouvoir politique : sur les différentes modalités de légitimation mises en œuvre par les hommes politiques : J. Lagroye, B. François, F. Sawicki, *op.cit.*, p.250 à 256.

<sup>94</sup> Pour la première fois *Samoobrona*, par le biais de Lepper, réalise ses meilleurs scores dans deux Voïvodies du Sud-Est, celle de Lublin (5,55%) et celle de Rzeszów (4,4%). En Poméranie Occidentale il n'obtient par contre que 2,89%, et seulement 4,06% dans sa circonscription d'origine de Koszalin.

<sup>95</sup> « Uchwała nr 1/X/2000 » (résolution nr 1/X/2000), communiqué publié au nom du ZZR *Samoobrona*, 29 octobre 2000, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 2000-2001.

<sup>96</sup> « *Samoobrona* popiera PSL » (*Samoobrona* soutient le PSL), communiqué publié au nom du

l'éviction de plusieurs dirigeants importants du mouvement, dont l'un des vice-présidents Janusz Malewicz<sup>97</sup>. Contrairement à 1994, cette crise n'affecte cependant guère le fonctionnement de l'organisation et permet même paradoxalement à Lepper de renforcer encore davantage sa domination sur la direction en lui offrant la possibilité de promouvoir des proches dans l'organigramme du mouvement. La double orientation, syndicale et électorale, de *Samoobrona* ainsi que son autonomie vis-à-vis du PSL ne seront par la suite plus contestées.

Poursuivant l'évolution entamée à l'occasion de l'élection présidentielle, *Samoobrona* développe au cours de la campagne pour les élections législatives une offre de représentation axée sur la question sociale, en proposant notamment une augmentation généralisée des prestations sociales, et s'attache à se repositionner à la « gauche » de l'échiquier politique polonais. Dans cette optique, une alliance avec le petit Parti Socialiste Polonais (*Polska Partia Socjalistyczna*) est même envisagée en mars 2001<sup>98</sup>. Si ce rapprochement échoue finalement, un accord électoral est néanmoins signé avec le petit Forum des retraités et pensionnaires (*Forum Emerytów i Rencistów*) traditionnellement classé à gauche. Comme lors de l'élection présidentielle, *Samoobrona* s'appuie sur les structures locales du mouvement pour mener une campagne de terrain particulièrement active. Les manifestations agricoles régulièrement organisées par la branche syndicale constituent ainsi le principal espace de promotion de l'offre de représentation du mouvement, adressée explicitement à tous les « perdants de la transition »<sup>99</sup>, avec les nombreux procès particulièrement médiatisés d'Andrzej Lepper. Poursuivi pour ses actions lors des manifestations agricoles de la fin des années 1990, celui-ci n'hésite en effet pas à politiser ses plaidoiries devant les tribunaux et à y prononcer de véritables sermons électoraux. C'est également en puisant directement dans les ressources organisationnelles du mouvement, et donc principalement du syndicat, que *Samoobrona* parvient, pour la première fois, à constituer des listes de candidats complètes dans toutes les circonscriptions. Cependant, à l'inverse du précédent de 1993, les cadres locaux de *Samoobrona* ne sont pas simplement cantonnés aux places secondaires puisque la

---

mouvement *Samoobrona*, 12 février 2001, Archiwum Partii Politycznych (archive des Partis Politiques), ZZR *Samoobrona* 2000-2001.

<sup>97</sup> En novembre 2000 déjà, l'autre vice-président de *Samoobrona*, Czesław Kosik avait été évincé.

<sup>98</sup> « *Samoobrona z PPS* » (*Samoobrona avec le PPS*), *Gazeta Wyborcza*, 5 mars 2001, p.6.

<sup>99</sup> cf. Słodkowskiej (I.), éd., *Wybory 2001-Partie i ich programy* (Elections de 2001-Les partis et leurs programmes), Varsovie, ISP-PAN, 2001, pp.85-88.

plupart des têtes de listes sont issues du syndicat, ce qui se traduit par une forte surreprésentation des candidats déclarant une profession agricole [Tableau 5].

**Tableau 5 : Part des candidats déclarant une profession agricole et origine organisationnelle des candidats sur les listes Samoobrona RP.**

	Total des listes (N=664)		Têtes de liste (N=41)	
<b>Total secteur agricole</b>	324	48,79%	28	68,30%
<b>Agriculteur</b>	219	32,98%	22	53,70%
<b>Technicien agricole</b>	84	12,65%	3	7,30%
<b>Ingénieur agricole</b>	21	3,16%	3	7,30%
<b>Adhérents de Samoobrona RP</b>	615	92,62%	39	95,12%
<b>Adhérents du Forum Emerytów i Rencistów</b>	17	2,56%	1	2,44%
<b>Adhérents d'une autre formation</b>	4	0,60%	1	2,44%
<b>Non-incrits</b>	28	4,22%	0	0%

Sources : Données de la Commission Electorale Nationale: comptage de l'auteur.

Contrairement à la présidentielle, dont l'unique enjeu était de savoir si Kwaśniewski serait élu au premier ou au second tour, la compétition électorale apparaît relativement ouverte à la veille des élections législatives. Si la « gauche » se présente de manière unie au sein de l'Alliance SLD-UP (*Sojusz Lewicy Demokratycznej - Unia Pracy*: Alliance de la Gauche Démocratique – Union du Travail), la « droite » au pouvoir depuis 1997 connaît en effet quant à elle une complète recomposition. Alors que les principaux indicateurs économiques sont au rouge<sup>100</sup>, le gouvernement Buzek, déjà extrêmement impopulaire dans les sondages, doit faire face à des scissions au sein des partis de sa coalition l'UW (*Unia Wolności*: Union de la liberté) et l'AWS (*Akcji Wyborczej Solidarność*: Action électorale Solidarité), tous deux issus du mouvement Solidarité. Deux nouveaux partis émergent ainsi au début de l'année 2001, la PO (*Platforma Obywatelska*: Plate-forme Civique) que rallie une grande partie de la mouvance libérale de l'UW ainsi qu'une partie des dirigeants de l'AWS<sup>101</sup> et le PiS (*Prawo i Sprawiedliwość*: Droit et Justice) composé d'anciens de l'AWS et de membres des partis nationalistes SKL (*Stronnictwo Konserwatywno-Ludowe*: Parti

<sup>100</sup> Richard (F.) et Meunier (N.), « Pologne 2001-2002 : une évolution préoccupante », *Le Courrier des pays de l'Est*, juin-juillet 2002, n°1026.

<sup>101</sup> Dont le maréchal de la Diète Laciej Płazyński.

Conservateur populaire) et ZChN (*Zjednoczenie Chrześcijańsko-Narodowe* : Union Chrétienne Nationale). Un troisième mouvement apparaît rapidement, la LPR (*Liga Polskich Rodzin* : Ligue des Familles Polonaises) qui, lancée avec le soutien de la très intégriste *Radio Maryja*, réussit le tour de force de réunifier la plupart des petites formations d'extrême droite. Cette multiplication de partis sur l'échiquier politique aboutit à une campagne très dure, au cours de laquelle les anciens alliés de droite n'hésitent pas à s'échanger des coups bas<sup>102</sup>, et à un brouillage de l'opposition post-communistes/post-solidarité qui, depuis 1989, semblait s'être imposée comme dominante.

Dans ce contexte de fluidification de l'espace partisan<sup>103</sup>, *Samoobrona* réalise une impressionnante percée le 23 septembre 2001. Avec 10,2% des voix et 1 327 624 électeurs, il se place en effet en troisième position derrière le SLD-UP (41,04%) et la PO (12,68%), mais loin devant le PSL (8,98%). Profitant de la crise des partis au pouvoir et, sans doute, de la détérioration de la situation économique, le mouvement est parvenu, pour la première fois depuis sa création, à légitimer son offre politique dans la compétition électorale et à agréger autour d'elle une large part de la population. Ainsi, outre chez les travailleurs agricoles, il réalise de très bons scores chez les chômeurs, les ouvriers et même les femmes au foyer<sup>104</sup>. Désormais implanté électoralement dans toutes les Voïvodies<sup>105</sup>, *Samoobrona* conserve néanmoins une influence particulière dans les deux fiefs du syndicat, l'historique du Nord-Ouest et le nouveau de l'Est, dans lesquels il réalise ses meilleures performances<sup>106</sup>. Avec plus de 44 000 voix dans sa circonscription, Andrzej Lepper accède, lui-même,

---

<sup>102</sup> Les attaques personnelles et les accusations de corruption se multiplient ainsi tout l'été. Sur la campagne électorale de 2001 : F. Millard, « Elections in Poland 2001 : electoral manipulation and party upheaval », *Communist and Post-Communist Studies*, 36, 2003, p.69-86.

<sup>103</sup>F. Zalewski, « La professionnalisation des partis « populistes » en Europe : Une comparaison entre le mouvement polonais *Samoobrona* et le Dansk Folkeparti », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.12, n°4, 2005, p.496.

<sup>104</sup> Selon un sondage CBOS sorti des urnes : *Samoobrona* obtient 28,3% des voix chez les paysans (il s'y classe ainsi 2<sup>ème</sup> derrière le PSL), 13,6% chez les chômeurs (2<sup>ème</sup> derrière SLD-UP), 13,4% chez les ouvriers (2<sup>ème</sup> derrière SLD-UP), 12,6% chez les femmes au foyer (3<sup>ème</sup> derrière le SLD et la PO) et même près de 10% chez les hommes d'affaire. Cité in A. Szczerbiak, "Old and New Divisions in Polish Politics: Polish Parties' Electoral Strategies and Bases of Support", *Europe-Asia Studies*, Vol. 55, n° 5, 2003, p.736.

<sup>105</sup> Les listes *Samoobrona* obtiennent plus de 7% dans l'ensemble des 16 voïvodies, et même plus de 10% dans 10 d'entre elles.

<sup>106</sup> 14,43% dans la région de Lublin et 14,97% en Poméranie Occidentale, avec une pointe à 22,77% dans la circonscription de Koszalin.



trionphalement au Parlement comme l'un de ses députés les mieux élus et se retrouve ainsi à la tête d'un groupe parlementaire de 53 députés et de 2 sénateurs, dont la vaste majorité n'a aucune expérience politique.

### **Séquence 3 : *Samoobrona* saisi par la « partisanisation ».**

La réussite politique surprise de *Samoobrona* lors des élections législatives de 2001, véritable entrée « par effraction » dans un champ politique au sein duquel les principes de légitimation dominants jouent en sa défaveur<sup>107</sup>, conduit à de profonds bouleversements au sein du mouvement. Pour la première fois, la branche partisane prend en effet le pas sur la branche syndicale. En termes financiers d'abord. Par l'accès au financement public que son entrée au Parlement lui autorise, le parti devient en effet et, de loin, le premier pourvoyeur de fonds d'un mouvement dont le budget reposait jusqu'ici essentiellement sur les cotisations des militants syndicaux. L'acquisition en plein centre de Varsovie d'un nouveau siège, beaucoup plus spacieux et moderne que celui du syndicat, ou encore le recrutement de plusieurs permanents illustrent cette prédominance matérielle nouvelle de la branche partisane. Mais c'est surtout dans les modalités d'intervention du mouvement dans le champ politique polonais que la domination progressive du parti sur le syndicat se fait ressentir. Alors que l'organisation de manifestations par le ZZR *Samoobrona* se raréfie, c'est désormais essentiellement en mobilisant leurs fonctions d'élus, et non plus de responsables syndicaux agricoles, que les dirigeants du mouvement, et principalement Andrzej Lepper, légitiment leurs prises de position publiques et leur prétention à s'exprimer au nom des citoyens polonais. Cette reconfiguration des relations entre les différentes composantes du mouvement en faveur de la branche partisane ne se fait cependant pas sans difficulté. Au début de la IV<sup>e</sup> législature (2001-2005), l'entreprise politique *Samoobrona* est en effet mal adaptée aux exigences du jeu parlementaire. Peu au fait des usages parlementaires et dépourvus des propriétés sociales valorisées dans le champ politique polonais, les élus de *Samoobrona* deviennent rapidement la risée des autres députés ainsi que des médias et sont marginalisés par leurs actions et leurs déclarations subversives qui trouvent dans l'arène parlementaire un bien moins

---

<sup>107</sup> Sur les « surprises » électorales : Dabène (O.), Hastings (M.), Massal (J.), *La surprise électorale : Paradoxes du suffrage universel (Colombie, Equateur, France, Maroc, Suède, Turquie...)*, Paris, Karthala, 2007.

bon écho que dans les manifestations de rue. Menacé, à peine quelques mois après son entrée au Parlement, d'être rejeté hors d'un jeu institutionnel dont les règles de légitimation lui sont défavorables, *Samoobrona* engage à partir de 2003 un processus de « normalisation » de son offre de représentation. Celle-ci passe principalement par une modération et une technicisation de l'offre politique du mouvement, qui reste néanmoins articulée à une critique des modalités de changement de régime, ainsi que par une professionnalisation à marche forcée de son personnel dirigeant, principalement par la promotion de nouveaux venus aux propriétés conformes aux règles traditionnelles de sélection des élites politiques. Si, dans un premier temps, cette stratégie de conformation s'avère payante puisque, sans nuire aux performances électorales du mouvement, elle lui permet de soigner son image de formation modérée et de légitimer avec succès sa prétention à participer à l'exercice gouvernemental, elle s'accompagne cependant d'un délitement progressif de ses structures organisationnelles et de sa base militante, restée quant à elle essentiellement d'origine syndicale.

- Les contraintes du jeu parlementaire.

Au lendemain des élections du 23 septembre 2001, l'annonce de l'entrée de *Samoobrona* au Parlement semble surprendre autant les observateurs de la vie politique polonaise, qui dans leur grande majorité y voient le signe d'une dérive protestataire d'une partie de l'électorat polonais<sup>108</sup>, que les nouveaux élus eux-mêmes. Comme le souligne Andrzej Lepper, beaucoup d'entre eux ne pensaient en effet pas pouvoir être éligibles lors de la constitution des listes.

La plupart des gens qui ont été sur les listes en 2001 n'étaient pas volontaires pour se présenter, ils ne croyaient pas au succès. Moi, en étant avec eux sur le terrain, sur les marchés, je savais que cette fois nous aurions du succès. Mais beaucoup de ceux qui étaient sur les listes étaient des membres du syndicat qui se présentaient aux élections un peu par hasard. Je ne le contrôlais même pas tous. J'étais content car il y avait des listes *Samoobrona* dans chaque circonscription. C'était mon but principal d'enregistrer des listes dans chaque circonscription. Et le fait de savoir qui était sur les listes n'avait pas pour moi une grande importance. Bien sûr quand je connaissais une personne de confiance je la mettais

---

<sup>108</sup> Cf. à titre d'exemple de ce type d'interprétation de la percée électorale de *Samoobrona* : « Kto wpuścił Leppera? », *Polityka*, 40 (2318), 06/10/2001, « Jan Nowak-Jeziorański ostrzega przed Lepperem », *Gazeta Wyborcza*, N°245, 19/10/2001.

en avant, mais je ne connaissais pas personnellement tout le monde et nous étions juste contents qu'il y ait des listes partout. Et ensuite ces mêmes gens se sont retrouvés à l'Assemblée [...].

Andrzej Lepper, président de *Samoobrona*

Entretien réalisé le 25 juin 2008 à Varsovie

Élus par hasard, si ce n'est par accident pour certains, les nouveaux députés *Samoobrona* ne passent pas inaperçus au sein du nouveau Sejm. Outre le fait qu'ils arborent pour la plupart une cravate rayée aux couleurs de la Pologne lors de l'inauguration de la session parlementaire le 19 octobre 2001, ils sont en effet, par leurs propriétés sociales, en décalage profond avec les députés des autres groupes parlementaires et dérogent aux règles de sélection du élites politiques qui se sont imposées en Pologne depuis le changement de régime<sup>109</sup>. Ainsi, alors que l'écrasante majorité des députés ont effectué des études supérieures (81,7%), c'est le cas de moins d'un élu *Samoobrona* sur cinq (18,9%), dix d'entre eux ayant même pour tout bagage scolaire un diplôme du primaire (Tableau 6).

**Tableau 6 : Niveau d'étude des députés élus le 23 septembre 2001**

Niveau d'étude	Samoobrona		SLD		PO		PiS		PSL		LPR		Minorité Allemande		Total	
	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus
Supérieur	10	18,9	202	93,5	61	93,8	39	88,6	35	83,3	28	73,7	1	50	376	81,7
Secondaire Général	7	13,2	6	2,8	3	4,6	5	11,4	2	4,8	4	10,5	/	/	27	5,9
Secondaire Professionnel	26	49,1	8	3,7	1	1,5	/	/	5	11,9	6	15,8	1	50	47	10,2
Primaire	10	18,9	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	10	2,2
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>100</b>	<b>216</b>	<b>100</b>	<b>65</b>	<b>100</b>	<b>44</b>	<b>100</b>	<b>42</b>	<b>100</b>	<b>38</b>	<b>100</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>460</b>	<b>100</b>

Sources : Données du Sejm ([www.sejm.gov.pl](http://www.sejm.gov.pl)) : comptage de l'auteur.

Un regard aux professions déclarées des députés du Sejm de la IVème législature (2001-2005) confirme cette discordance entre les députés *Samoobrona* et leurs pairs (Tableau 7). Bien que peu surprenante étant donné les modalités de constitution des listes précédemment évoquées, la prédominance des professions agricoles au sein du groupe parlementaire de *Samoobrona* (66% contre 16,3% pour l'ensemble des députés) est particulièrement nette et est encore plus fortement marquée que dans le

<sup>109</sup> Sur l'orientation élitiste de la démocratie polonaise après 1989 : Heurtaux (J.), « « Démocratie populaire » versus « Démocratie élitaire » : les inégalités politiques et leurs justifications en Pologne », *La Nouvelle Alternative*, vol.19, n°62, octobre 2004.

groupe du PSL (45,2%), formation qui elle revendique pourtant explicitement son identité paysanne. On note également une surreprésentation des « professions intermédiaires », et notamment des techniciens (18,9% contre 6,7%), alors qu'à l'inverse les détenteurs d'une profession dite supérieure sont extrêmement rares. Ils ne sont en effet que huit (15,1%), dont quatre ingénieurs agricoles et un vétérinaire, alors que dans tous les autres groupes parlementaires, y compris le PSL (61,9%), ils constituent le gros des troupes (75,4% pour l'ensemble des députés).

**Tableau 7 : Professions déclarées par les députés élus le 23 septembre 2001**

Catégorie socio-prof.	Samoobrona		SLD		PO		PiS		PSL		LPR		Minorité Allemande		Total	
	nombre d'élus	% des élus	nombre d'élus	% des élus	nombre d'élus	% des élus	nombre d'élus	% des élus	nombre d'élus	% des élus	nombre d'élus	% des élus	nombre d'élus	% des élus	nombre d'élus	% des élus
Médecins, vétérinaires	1	1,9	9	4,2	2	3,1	2	4,5	/	/	2	5,3	1	50	17	3,7
Avocats	/	/	1	0,5	1	1,5	/	/	/	/	2	5,3	/	/	4	0,9
Juristes	/	/	26	12,0	7	10,8	11	25,0	5	11,9	5	13,2	/	/	54	11,7
Economistes, comptables	3	5,7	36	16,7	3	4,6	5	11,4	3	7,1	3	7,9	/	/	53	11,5
Chercheurs, professeurs du supérieur	/	/	42	19,4	15	23,1	12	27,3	3	7,1	3	7,9	/	/	75	16,3
Enseignants du primaire ou du secondaire	/	/	25	11,6	3	4,6	1	2,3	2	4,8	3	7,9	/	/	34	7,4
Prof. intellectuelles ou artistiques diverses	/	/	8	3,7	/	/	3	6,8	/	/	4	10,5	/	/	15	3,3
Cadres sup. du privé ou dirigeants d'entreprises	/	/	/	/	/	/	1	2,3	/	/	/	/	/	/	1	0,2
Cadres sup. du public	/	/	2	0,9	/	/	1	2,3	1	2,4	1	2,6	/	/	5	1,1
Hommes politiques prof.	/	/	12	5,6	7	10,8	/	/	2	4,8	2	5,3	/	/	23	5,0
Ingénieurs dont ing. agricoles	4	7,5	27	12,5	19	29,2	3	6,8	10	23,8	3	7,9	/	/	66	14,3
	4	7,5	5	2,3	2	3,1	/	/	8	19,0	/	/	/	/	19	4,1
<b>Total Prof. supérieures</b>	<b>8</b>	<b>15,1</b>	<b>188</b>	<b>87,0</b>	<b>57</b>	<b>87,7</b>	<b>39</b>	<b>88,6</b>	<b>26</b>	<b>61,9</b>	<b>28</b>	<b>73,7</b>	<b>1</b>	<b>50</b>	<b>347</b>	<b>75,4</b>
Artisans	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Petits commerçants	1	1,9	1	0,5	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	2	0,4
Petit entrepreneurs	4	7,5	2	0,9	4	6,2	/	/	2	4,8	2	5,3	/	/	14	3,0
Techniciens dont tech. agricoles	10	18,9	14	6,5	1	1,5	1	2,3	1	2,4	3	7,9	1	50	31	6,7
	4	7,5	2	0,9	1	1,5	/	/	1	2,4	1	2,6	/	/	9	2,0
Prof. médico-sociales	1	1,9	3	1,4	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	4	0,9
Employés du privé	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Employés du public	/	/	4	1,9	1	1,5	1	2,3	3	7,1	/	/	/	/	9	2,0
<b>Total Prof. intermédiaires</b>	<b>16</b>	<b>30,2</b>	<b>24</b>	<b>11,1</b>	<b>6</b>	<b>9,2</b>	<b>2</b>	<b>4,5</b>	<b>6</b>	<b>14,3</b>	<b>5</b>	<b>13,2</b>	<b>1</b>	<b>50</b>	<b>60</b>	<b>13,0</b>
Ouvriers	/	/	1	0,5	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	1	0,2
Personnels de service	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	1	2,6	/	/	1	0,2
Agriculteurs	27	50,9	3	1,4	2	3,1	2	4,5	10	23,8	3	7,9	/	/	47	10,2
Retraités	1	1,9	/	/	/	/	/	/	/	/	1	2,6	/	/	2	0,4

Sans emploi Divers	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	:	/	/	/	/	
	1	1,9	/	/	/	/	1	2,3	/	/	/	/	/	2	0,4	
<b>Total général</b>	<b>53</b>	<b>100</b>	<b>216</b>	<b>100</b>	<b>65</b>	<b>100</b>	<b>44</b>	<b>100</b>	<b>42</b>	<b>100</b>	<b>38</b>	<b>100</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>460</b>	<b>100</b>
<b>Total Prof. agricoles<sup>110</sup></b>	<b>35</b>	<b>66,0</b>	<b>10</b>	<b>4,6</b>	<b>5</b>	<b>7,7</b>	<b>2</b>	<b>4,5</b>	<b>19</b>	<b>45,2</b>	<b>4</b>	<b>10,5</b>	/	/	<b>75</b>	<b>16,3</b>

Sources : Données de la Commission Electorale Nationale (www.pkw.gov.pl): comptage de l'auteur.

Si, du fait de l'alternance et de la débâcle des formations de gouvernement sortantes, le taux de réélection est relativement faible, seuls 39,6% des députés de la législature précédente sont reconduits, près de la moitié des députés de 2001 disposent d'une expérience parlementaire antérieure (tableau 8). Ce n'est à l'inverse le cas que de deux des 53 députés de *Samoobrona*, Marian Kwiatkowski qui fut sénateur PSL de 1993 à 1997 et Wojciech Mojzesowicz deux fois député ZSL puis PSL de 1989 à 1993.

**Tableau 8 : Expériences Parlementaires des députés élus le 23 septembre 2001**

Expériences parlementaires	Samoobrona		SLD		PO		PiS		PSL		LPR		Minorité Allemande		Total	
	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus
Aucune	51	96,2	91	42,1	40	61,5	26	59,1	8	19	26	68,4	/	/	242	52,6
1	1	1,9	46	21,3	14	21,6	12	27,2	12	28,6	5	13,2	/	/	90	19,6
2	1	1,9	45	20,8	5	7,7	5	11,4	14	33,4	5	13,2	/	/	75	16,3
Plus de 2	/	/	34	15,8	6	9,2	1	2,3	8	19	2	5,2	2	100	53	11,5
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>100</b>	<b>216</b>	<b>100</b>	<b>65</b>	<b>100</b>	<b>44</b>	<b>100</b>	<b>42</b>	<b>100</b>	<b>38</b>	<b>100</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>460</b>	<b>100</b>

Sources : Données du Sejm (www.sejm.gov.pl): comptage de l'auteur.

Néophytes dépourvus du bagage culturel et des attributs sociaux valorisés dans le champ politique polonais, la très grande majorité des nouveaux députés *Samoobrona* n'ont qu'une faible connaissance du fonctionnement parlementaire, ce qui les expose rapidement aux railleries de leurs collègues et des journalistes. En témoigne le ton de l'extrait d'article suivant :

Lundi, le club parlementaire de *Samoobrona* a visité le bâtiment du Sejm. Les 53 députés élus ont eu le droit à une visite guidée. Les nouveaux parlementaires, tout comme les écoliers en sortie scolaire qui visitaient le Parlement au même moment, ont admiré avec attention les endroits qui lors des sessions accueillent le Maréchal du Sejm, la Gauche, la Droite, le gouvernement, le président ou encore les journalistes. Plusieurs d'entre eux ont même pris des photos souvenirs.

<sup>110</sup> La catégorie « Total des professions agricoles » réunit les ingénieurs agricoles, les techniciens agricoles et les agriculteurs.

Dobre Miejsce na pogrozki : Samoobrona w Sejmie.

Gazeta Wyborcza, 2 octobre 2001.

Paradoxalement, bien qu'ils cumulent les facteurs d'illégitimité et que la notoriété de leur formation se soit en partie construite sur une dénonciation virulente des élites politiques, les élus *Samoobrona* s'attachent dans les semaines suivant l'élection à jouer pleinement le jeu de l'institution parlementaire. Contrairement aux craintes de certains observateurs, les premières sessions ne sont ainsi nullement le théâtre de provocations, voire de violences, de la part de ces représentants atypiques, davantage rompus aux barrages routiers qu'aux joutes démocratiques. À l'inverse, alors que le nouveau Premier ministre Leszek Miller (SLD) envisage d'intégrer *Samoobrona* à la coalition gouvernementale et engage pour se faire des négociations avec Andrzej Lepper, les députés *Samoobrona* se montrent particulièrement discrets et respectueux des codes de l'institution. Wojciech Mojzesowicz, ancien député, et Renata Beger, une des plus anciennes dirigeantes du syndicat, sont respectivement élus premier vice-président et secrétaire du groupe au Sejm<sup>111</sup> et monopolisent les interventions, rares et modérées, du mouvement dans l'hémicycle. Faisant preuve d'une grande discipline de groupes, les députés *Samoobrona* s'alignent systématiquement sur ceux du SLD lors des premiers votes et contribuent ainsi à l'élection de Marek Borowki (SLD) au poste de Maréchal du Sejm. Au grand dam de l'opposition, et particulièrement de la PO, *Samoobrona* participe même au partage des fonctions honorifiques du Sejm. Le groupe obtient en effet, grâce aux voix du SLD, un poste de secrétaire du Sejm, trois présidences de commission, dont celle de la commission sur l'Agriculture pour Wojciech Mojzesowicz, et surtout un des quatre postes de vice-maréchal du Sejm pour Andrzej Lepper.

Cette conformation inattendue du groupe *Samoobrona* aux règles de l'institution parlementaire ne dure cependant pas. Alors que l'officialisation d'un accord de coalition entre le SLD et le PSL exclut finalement la possibilité d'une participation de *Samoobrona* au gouvernement, la stigmatisation des députés du mouvement moqués pour leur incompétence se renforce, autant dans l'opposition que dans la majorité. Le 26 octobre 2001, alors qu'il préside pour la première fois une séance en tant que vice-

---

<sup>111</sup> Andrzej Lepper occupe la fonction de président du groupe, son avocat personnel Henryk Dzido, élu sénateur *Samoobrona*, celle de vice-président du groupe au Sénat.

maréchal du Sejm, Andrzej Lepper est ainsi chahuté par une partie des députés qui l'accusent de ne mal appliquer la procédure parlementaire. En rupture avec les usages en vigueur dans l'hémicycle, il n'hésite pas à les prendre directement à partie du haut du parloir.

- A.Lepper : Messieurs les députés, je vous rappelle que selon le règlement, que cela ne vous plaise ou non, c'est le maréchal ou le vice-maréchal du Sejm qui conduit les débats (brouhaha dans la salle). Vos polémiques, messieurs les députés, sont vraiment inutiles. Je serais surpris, que vous retourniez tranquillement dormir et que vous cessiez de faire un tel chahut dans cette salle, je serais surpris. (brouhaha dans la salle). Je vous en prie messieurs les députés, c'est une question de forme, une proposition doit être soumise à la discussion, si cela ne vous...

(Une voix dans la salle : Il faut voter !!)

(Une voix dans la salle : apprends donc !)

- A.Lepper : Je vous en prie soyez civilisés ! Que cela ne vous plaise ou pas, c'est moi qui conduit les débats (Brouhaha dans la salle). Si Monsieur le député Kamiński ne me respecte pas, qu'il respecte au moins la fonction de maréchal du Sejm ! C'est clair ? Je demande votre attention. Nous allons passer au vote.

(Une voix dans la salle : Mais sur quoi ?)

- A.Lepper : Mais pourquoi est ce que vous vous agitez ? Calmez vous ! Pourquoi vous agitez vous ?

(rires dans la salle). [...]

- A.Lepper : Je rappelle par ailleurs à tous les députés, que vous n'avez pas à vous adresser à moi en me tutoyant ; Or « apprends donc ! », c'est du tutoiement messieurs les députés.

Extrait du sténogramme du second jour de la seconde session de la IV<sup>e</sup> législature (26 octobre 2001)<sup>112</sup>.

Le 29 novembre 2001, une motion demandant l'éviction d'Andrzej Lepper du poste de vice-maréchal du Sejm pour infraction aux principes parlementaires, initialement proposée par les groupes parlementaires d'opposition PO et PiS est mise au vote. Andrzej Lepper renoue au cours de cette session avec le radicalisme qui a fait sa renommée en provoquant plusieurs incidents de séance et en prononçant un discours particulièrement virulent à l'encontre des élites politiques de tous bords. Lâché par le groupe SLD<sup>113</sup>, Lepper est finalement destitué de son poste de vice-maréchal.

M. Borowski (Maréchal du Sejm) : Mesdames et Messieurs les députés nous allons maintenant passer au vote de la motion sur la destitution de monsieur le député Andrzej Lepper de ses fonctions de vice-maréchal du Sejm. 413 députés participent au vote. La majorité est fixée à 207 voix.

---

<sup>112</sup> <http://orka2.sejm.gov.pl/Debata4.nsf/main/5988DC4F#069>

<sup>113</sup> Les députés SLD reprochent notamment à Andrzej Lepper d'avoir manqué de respect au ministre des affaires étrangères de l'époque Włodzimierz Cimoszewicz (SLD).

(Les députés votent)

M. Borowski : Pour la destitution... 318 voix, contre 74, 21 députés se sont abstenus. Je certifie donc que le Sejm a adopté une motion destituant monsieur le député Andrzej Lepper de ses fonctions de vice-maréchal du Sejm.

(Les députés du Groupe Parlementaire Samoobrona RP se lèvent et chantent Rota<sup>114</sup>)

M. Borowski : La représentation nationale a aujourd'hui pris une décision sans précédent. Depuis 10 ans que le Sejm démocratique existe, c'est la première fois qu'un vice-maréchal est destitué dans ces conditions. Monsieur Andrzej Lepper n'a pas été destitué parce qu'il combattait les injustices, mais parce qu'il faisait l'éloge des infractions au droit et se comportait de manière indigne. Hélas, il en a encore donné la preuve aujourd'hui même. La majorité des députés de droite comme de gauche ont pris la décision de se prononcer contre ces comportements. J'espère que cette solidarité dans le refus de telles attitudes s'exprimera également à l'avenir si d'autres cas comme celui-ci se présentent. Aujourd'hui nous avons pris une décision délicate, pénible mais définitive (applaudissements).

Extrait du sténogramme du second jour de la sixième session de la IVe législature (29 novembre 2001)<sup>115</sup>

Suite à cet incident, le recours à des pratiques subversives en rupture avec les usages de l'institution parlementaire devient de plus en plus régulier chez les députés du groupe parlementaire *Samoobrona*, principalement de la part de ceux exerçant des fonctions de direction au sein de la branche syndicale (R.Beger, K.Filipek, S.Łyżwiński). Au début de l'année 2002, Andrzej Lepper lui-même multiplie les discours provocateurs, voire insultants, et organise des actions spectaculaires, par exemple des occupations du parloir du Sejm afin d'empêcher la tenue des débats, ce qui provoque l'indignation des autres députés. Outre conduire à une rapide marginalisation politique de Samoobrona, de telles pratiques sont vectrices de tensions au sein du groupe parlementaires. Selon un processus comparable à celui mis en évidence par Annie Collovald chez les poujadistes<sup>116</sup>, des députés moins liés au syndicat ou moins dépourvus en ressources politiques et sociales valorisées dans le champ politique quittent en effet progressivement le groupe parlementaire

---

<sup>114</sup> Rota (le serment) est un champ patriotique polonais écrit en 1908 afin de dénoncer la répression de la culture polonaise dans les territoires sous domination allemande du temps de la Pologne des partages.

<sup>115</sup> <http://orka2.sejm.gov.pl/Debata4.nsf/main/6FF0614F#198>

<sup>116</sup> Collovald (A.), « Les poujadistes, ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°36 (1), janvier-mars 1989, p.113-133. Sur les tensions entre la démarcation par un discours subversif et l'acceptation des règles parlementaires, et notamment sur les difficultés pour les élus de partis ayant fondé leur notoriété sur une dénonciation du jeu politique de concilier la légitimité parlementaire et l'orthodoxie partisane on se référera également à : Birenbaum (G.), « Le Front National à l'Assemblée (1986-1988) : Respect et subversion de la règle du jeu parlementaire », *Politix*, n°20, 1992, p.99-118.



Samoobrona pour rallier d'autres formations plus respectables et plus à même de garantir leur accès ou leur maintien à des fonctions honorifiques. La dissidence la plus coûteuse pour *Samoobrona* est certainement celle de Wojciech Mojzesowicz, toujours président de la commission sur l'agriculture, qui démissionne du mouvement en novembre 2002 afin de se rapprocher du PSL. À la fin de l'année 2002, le groupe parlementaire *Samoobrona* a déjà perdu plus de 10 membres, il ne comptera plus que 31 députés à la fin de la législature.

- « Normalisation » à marche forcée de l'entreprise politique *Samoobrona*

Au début de l'année 2003, le mouvement *Samoobrona* se trouve dans une posture pour le moins délicate. Bien que désormais prédominante dans le fonctionnement du mouvement, la branche partisane reste mal organisée et doit faire face à une vague de dissidence des élus les moins dépendants des ressources collectives de l'organisation. Tirailé entre une offre de représentation fondée sur une subversion des règles dominantes du jeu politique et la réalité de l'exercice parlementaire, *Samoobrona* peine à s'assurer une place dans la compétition partisane polonaise dont il est progressivement marginalisé. Le mouvement engage alors un processus de redéfinition de son offre politique visant à le recentrer dans l'espace politique sans pour autant renier complètement son offre de représentation des dominés et son statut d'électron libre extérieur aux pratiques politiques traditionnelles. C'est au cours de la campagne du référendum sur l'adhésion de la Pologne à l'Union Européenne de juin 2003 que *Samoobrona* s'attache pour la première fois à promouvoir cette nouvelle identité politique, entre subversion et conformation.

Dans un contexte de promotion quasi unanime de l'adhésion, le bureau national de *Samoobrona* décide, contre toute attente, de ne pas donner de consigne de vote pour le référendum. Sous le slogan « L'Union Européenne ? Le choix t'appartient ! » (« *Unia Europejska ? Wybór należy do Ciebie !* »), le parti mène une campagne pour le moins ambiguë, au cours de laquelle il affirme son attachement au projet européen, tout en dénonçant avec véhémence les coûts de l'adhésion polonaise. D'un côté, le parti cherche, en ne faisant pas ouvertement campagne contre l'adhésion, à se démarquer de la LPR, qui reste seule à défendre le non, et à se libérer ainsi de l'image

de formation extrémiste qui lui colle à la peau<sup>117</sup>. De l'autre, sa critique récurrente et systématique des conditions d'adhésion négociées par les gouvernements polonais lui permet de continuer à entretenir son image de mouvement en rupture avec les jeux politiques traditionnels et le consensus libéral le dominant depuis la chute du communisme. Cependant, cette stratégie de subversion reste limitée lors de la campagne référendaire, aussi bien sur le fond, le mouvement ne remet plus en cause le principe même de l'intégration européenne qu'il dénonçait pourtant avec virulence quelques années auparavant, que sur la forme, il mobilise désormais des modes d'expressions plus « classiques » pour promouvoir ses positions. Aux pratiques violentes et aux déclarations fracassantes qui ont fait sa renommée, Lepper substitue en effet des biens programmatiques répondant aux canons de l'argumentaire partisan légitime. Au cours de la campagne, il mobilise ainsi pour légitimer sa position ambiguë une multitude de statistiques, de graphiques et de rapports d'experts supposés indépendants. Cette technicisation de l'offre politique de *Samoobrona* vise à en démontrer le sérieux, la crédibilité et la cohérence, et aboutit à la rédaction du premier programme socio-économique de *Samoobrona*, qui a vocation à légitimer les critiques par le mouvement des orientations économiques libérales mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis 1989. Ce dernier est lancé en grande pompe à la fin du mois de mai 2003. Au final, le refus du mouvement de se prononcer pour ou contre l'adhésion, en plus de lui éviter de prendre position sur une question délicate loin de faire consensus parmi ses électeurs<sup>118</sup>, lui permet de profiter de la campagne électorale pour promouvoir sa nouvelle image, celle d'un parti anti-libéral modéré, démocratique et apte à gouverner.

Les élections européennes de juin 2004 constituent une seconde étape décisive dans la redéfinition de l'entreprise politique *Samoobrona*, dans sa mue d'un mouvement essentiellement agricole et syndical aux pratiques radicales, en une entreprise partisane professionnalisée, intégrée au champ politique et respectueuse des normes de représentation le régulant. Alors que le gouvernement SLD est plombé par une

---

<sup>117</sup> Lepper va même parfois jusqu'à reprocher à la LPR son dogmatisme et son radicalisme sur les questions européennes : Lepper (A.), « Samoobrona RP o Unii Europejskiej » (Samoobrona RP à propos de l'Union Européenne), 2002, [www.samoobrona.org.pl](http://www.samoobrona.org.pl).

<sup>118</sup> Selon une enquête sortie des urnes, l'électorat Samoobrona est extrêmement divisé au sujet de l'adhésion : 50,3% s'exprimant pour, 47,3 contre. Cf. Szczerbiak (A.), "History Trumps Government Unpopularity : The June 2003 Polish EU Accession Referendum", Taggart (P.) & Szczerbiak (A.), eds., *EU Enlargement and Referendums*, Oxon, Routledge, 2005, p. 128-129.

multitude de scandales financiers, qui conduisent à la démission du Premier Ministre Leszek Miller le 1<sup>er</sup> mai, et que les nombreuses tensions qui traversent la coalition au pouvoir laissent planer le doute sur l'organisation d'élections anticipées, les élections européennes sont appréhendées par l'ensemble des formations politiques comme une sorte de « galop d'essai »<sup>119</sup>, comme une évaluation des rapports de force dans l'optique d'éventuelles législatives à venir. Fort de sondages extrêmement flatteurs, le plaçant au coude à coude avec la PO avec près de 30% d'intentions de vote, *Samoobrona* aborde le scrutin avec, pour la première fois, le statut non pas d'outsiders, mais de favori<sup>120</sup>. Face à un SLD à l'agonie, qui selon les enquêtes d'opinion ne franchirait même pas la barre des 5%, Andrzej Lepper ambitionne de profiter des élections européennes pour imposer *Samoobrona* comme le nouveau « grand parti de la gauche » du paysage politique polonais, et donc comme un prétendant sérieux à l'exercice du pouvoir en cas d'alternance. Dans cette optique, la campagne européenne de la formation participe d'une entreprise de promotion de sa conversion aux règles du jeu démocratique et de sa nouvelle offre politique « modérée ». *Samoobrona* consacre ainsi l'essentiel de la campagne à promouvoir le programme socio-économique lancé en mai 2003 et à vanter la compétence et le savoir-faire de ses candidats. Dans la perspective des élections européennes, le mouvement a en effet profondément renouvelé les modalités de sélection de ses candidats. Contrairement à 2001, le mouvement ne puise qu'à la marge dans la base militante du syndicat pour constituer ses listes et s'attache plutôt à promouvoir des nouveaux venus aux propriétés sociales plus conformes avec les règles traditionnelles de sélection du jeu politique. Des professeurs d'universités, des hommes d'affaires ou encore des hommes politiques transfuges de formations de tout bord, connaissent ainsi des carrières fulgurantes au sein de *Samoobrona*, et obtiennent, quelques mois après leur adhésion, des investitures électorales au détriment d'« anciens » du mouvement. On ne compte ainsi plus qu'une poignée d'agriculteurs parmi les 128 candidats présentés par *Samoobrona*, qui dans leur immense majorité parlent au moins une langue étrangère et sont diplômés du supérieur, 15 ayant même un doctorat<sup>121</sup>. Les six députés européens de *Samoobrona*, qui dans un scrutin marqué

---

<sup>119</sup> Richard (F.), « Pologne : Bouleversement du paysage politique ou permanence des grands clivages ? », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1031, p.105-113.

<sup>120</sup> Dans un sondage publié par le journal *Rzeczpospolita* du 31 mars 2004, *Samoobrona* est ainsi placé en première position avec 29% d'intentions de vote.

<sup>121</sup> « Wybieramy Biało-Czerwonych, Ponieważ tylko posłowie Samoobrony... » (Nous choisissons

par une forte démobilisation de l'électorat n'est finalement pas parvenu à améliorer son résultat de 2001<sup>122</sup>, ont ainsi en commun d'avoir tous adhéré au parti quelques mois, voire quelques semaines, avant les élections, d'avoir fait des études universitaires longues et d'appartenir à des catégories socioprofessionnelles supérieures<sup>123</sup>.

J'ai adhéré à *Samoobrona* parce que c'était le seul parti qui distribuait les postes, qui avait besoin de gens. C'était ma seule chance d'être élu député européen. *Samoobrona* à l'époque a donné des places, treize têtes de liste dans le pays. Elle les a donnés, non pas aux membres du parti, non pas aux dirigeants, ni aux membres de niveau moyen ou bas, mais *Samoobrona* a distribué ces places parmi surtout des businessmen, des hommes d'affaires, des gens connus... [...], des représentants de professions libres... voilà... des gens qui avaient de l'argent, qui pouvaient aider dans la campagne électorale. Donc *Samoobrona* étant un parti populiste avec les membres très souvent non-instruits, sans éducation, sans connaissance de langues, elle a décidé de n'envoyer personne de son parti à Bruxelles et à Strasbourg. Elle a demandé... elle a envoyé un corps étranger. [...] *Samoobrona* voulait donner aux gens, aux électeurs, l'image d'un parti fiable, de confiance qui s'ouvre à l'extérieur, qui trouve de bons candidats. Par ailleurs on doit dire que l'opinion publique polonaise s'attendait à ce que les eurodéputés de *Samoobrona* ici au Parlement Européen provoquent des scandales. Ces scandales n'ont jamais eu lieu. Par contre c'est un autre parti, la Ligue des Familles Polonaises, qui a eu un comportement extravagant, scandaleux au Parlement. Voilà. Donc, ainsi *Samoobrona* a montré aux électeurs qu'il était un parti sérieux, qui était à la hauteur et qui avait le courage de ne pas envoyer des siens au Parlement Européen.

Jan Masiel, député européen de 2004 à 2009 élu sur les listes *Samoobrona*

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

Pour fidéliser et discipliner ce nouveau personnel politique à la structure composite, le mouvement met en place à l'occasion de ces élections européennes le système dit des *Weksel* (chèques). Avant les élections, les candidats signent à l'ordre de *Samoobrona* un chèque correspondant aux frais de campagne qui sera encaissé en cas de défection.

Voilà en quoi consistait le système des *Weksel*... *Samoobrona* était un parti auquel beaucoup de gens de l'extérieur voulaient adhérer, car le parti était alors populaire et permettait d'obtenir des mandats. Donc les *Weksel* avaient pour but de garantir leur fidélité, car s'ils avaient trahi, alors ils auraient dû

---

les Blancs et Rouges, car seuls les députés de *Samoobrona*...), *document électoral*, 20 mai 2004.

<sup>122</sup> Alors que la participation stagne à moins de 21%, *Samoobrona* ne se place qu'en quatrième position avec 10,78% des voix et 6 des 54 députés polonais. Il arrive derrière la PO (24%), la LPR (16%) et le PiS (12,5%).

<sup>123</sup> On compte ainsi parmi eux un avocat ancien voïvode (Marek Czarnecki), un professeur d'université (Leopold Rutowicz) et même un ancien ministre (Ryszard Czarnecki).

rembourser ce que le parti avait dépensé pour eux lors de la campagne. [...] Cette idée de *Weksel* était guidée par le fait rien ne garantissait que des gens comme moi, qui sont arrivés en tant que sympathisants, ne se comporteraient comme les dirigeants du parti attendaient, continueraient à collaborer une fois élu. Personne ne pouvait le savoir. C'est pourquoi il y avait ces *Weksel* que moi-même j'ai dû signer. C'est un système qui a fait beaucoup polémique en Pologne. Pourtant il me semble qu'en fait tous les partis constituent des garanties dans le genre quand ils donnent les meilleurs postes à des nouveaux, c'est une question de loyauté par rapport aux élites des partis.

Leopold Rutowicz, député européen de 2004 à 2009 élu sur les listes *Samoobrona*.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009.

Les processus de modération relative de l'offre politique de *Samoobrona* et de professionnalisation de son personnel dirigeant se poursuivent selon des modalités similaires dans la perspective des élections législatives et présidentielles de l'automne 2005. Les listes de candidats sont profondément modifiées par rapport à 2001 et, exception faite des principaux dirigeants nationaux du mouvement, les positions éligibles sont réservées en priorité à des personnalités extérieures, choisies explicitement en fonction de leurs attributs sociaux ou économiques. Une nouvelle fois, la fidélité des nouveaux venus est assurée par la généralisation du système des *Weksel*.

La stratégie politique en 2005 consistait à élargir au maximum l'électorat de *Samoobrona*. Pour ça on est allé chercher des représentants de groupes sociaux très divers afin de montrer aux électeurs qui ne venaient pas de la campagne ou du milieu agricole qu'ils pouvaient aussi soutenir notre parti car ils auraient leurs propres représentants qui connaissent leurs problèmes. Le second facteur que l'on a pris en compte dans la constitution des listes est que l'activité parlementaire des années 2001-2005 avait fait ressortir un manque de professionnalisme, un manque de cadres professionnels pour gérer certains sujets. Je vais vous donner un exemple. En 2005, on a placé Regina Wasilewska-Kita, qui n'était pas du tout une membre active du parti, à la première place de notre liste dans la circonscription de Szczecin. Elle a eu la première place car elle était médecin et qu'elle était censée encourager le milieu médical à soutenir *Samoobrona*. Ensuite, à l'Assemblée elle a été notre déléguée à la commission parlementaire sur la santé. C'est cette volonté de professionnalisation du travail parlementaire, qui est devenue obligatoire pour nous après 4 ans d'expérience, qui a fait que nos listes avaient un visage tout à fait différent qu'en 2001.

Mateusz Piskorski, porte parole de *Samoobrona*, conseiller personnel d'Andrzej Lepper et député *Samoobrona* de 2005 à 2007.

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008.

La campagne électorale de *Samoobrona* pour les élections législatives est rythmée par celle d'Andrzej Lepper pour les élections présidentielles se déroulant quinze jours plus tard et s'appuie une nouvelle fois essentiellement sur la promotion du programme socio-économique rédigé en 2003. Les documents de campagne sont élaborés au niveau national et une cassette vidéo est même distribuée à tous les candidats afin de leur résumer dans les grandes lignes le programme de *Samoobrona* et de leur expliquer la manière d'organiser leur campagne, les thèmes à mettre en avant lors des réunions publiques ou encore l'attitude à adopter face aux journalistes. Des experts en communication sont par ailleurs recrutés pour structurer la campagne au niveau national et des meetings de grande ampleur, faisant intervenir des groupes de musique populaires<sup>124</sup>, sont organisés dans les principales villes du pays. À l'issue de cette campagne, la plus professionnelle de son histoire, *Samoobrona* parvient lors du scrutin du 25 septembre 2005 à dépasser électoralement le SLD et à s'imposer comme la principale formation de la gauche polonaise. Ce résultat tient cependant plus à l'effondrement des anciens communistes qui perdent près de quatre millions d'électeurs par rapport à 2001 et plafonnent à 11,31% des voix, qu'à la capacité de *Samoobrona* à élargir sa base électorale. Avec 11,41% des voix, *Samoobrona* réalise en effet une performance en demi-teinte, similaire en terme de voix à celle de 2001, et est largement distancée par les deux formations de la droite la PO (24,14%) et surtout le PiS (26,99%) qui contre toute attente remporte les élections d'une courte tête.

**Tableau 9 : Résultat des élections législatives de 2005**

Parti	Nombre de voix	Rappel du nombre de voix en 2001	Pourcentage des voix	Nombre de mandats au Sejm	Nombre de mandats au Sénat
<b>PiS</b>	3 185 714	1 236 787	26,99%	155	49
<b>PO</b>	2 849 259	1 651 099	24,14%	133	34
<b>Samoobrona</b>	1 347 355	1 327 624	11,41%	56	3
<b>SLD</b>	1 335 257	5 342 519	11,31%	55	0
<b>LPR</b>	940762	1 025 148	7,97%	34	7
<b>PSL</b>	821656	1 168 659	6,96%	25	2
<b>Minorité Allemande</b>	34 469	42 340	0,29%	2	0
<b>Autres listes</b>	1 290 204	1 223 753	10,93%	0	5
<b>Total</b>	<b>11 804 676</b>	<b>13 017 929</b>	<b>100%</b>	<b>460</b>	<b>100</b>

Sources : Données de la Commission Electorale Nationale ([www.pkw.gov.pl](http://www.pkw.gov.pl)).

<sup>124</sup> Le groupe *Ich Troje* écrit même une chanson de soutien à *Samoobrona*, *Dokąd idziesz Polsko* (Où vas tu Pologne).

Si *Samoobrona* obtient à peine plus d'élus qu'en 2001, la composition et le profil de son groupe parlementaire sont bouleversés par rapport à la législature précédente. En effet, alors que seuls 17 des sortants ont été renouvelés, la plupart des députés du mouvement peuvent désormais se prévaloir d'un diplôme du supérieur (57,1%) (Tableau 10) et à peine un tiers d'entre eux déclarent exercer une profession en lien avec le secteur agricole (35,7%) (Tableau 11).

**Tableau 10 : Niveau d'étude des députés *Samoobrona* élus le 25 septembre 2005**

Niveau d'étude	Elus en 2005		Rappel : Elus en 2001	
	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus
Supérieur	32	57,1	10	18,9
Secondaire Général	1	1,8	7	13,2
Secondaire Professionnel	20	35,7	26	49,1
Primaire	3	5,4	10	18,9
<b>Total</b>	<b>56</b>	<b>100</b>	<b>53</b>	<b>100</b>

Sources : Données du Sejm ([www.sejm.gov.pl](http://www.sejm.gov.pl)): comptage de l'auteur.

**Tableau 11 : Professions déclarées par les députés *Samoobrona* élus le 25 septembre 2005**

Catégorie socio-professionnelle déclarée	Elus en 2005		Rappel : Elus en 2001	
	nombre d'élus	% du total d'élus	nombre d'élus	% du total d'élus
Elus déclarant une Prof. Supérieur	34	60,7	8	15,1
Elus déclarant une Prof. Intermédiaire	7	12,5	16	30,2
Elus déclarant une Prof. Agricole	20	35,7	35	66

Sources : Données de la Commission Electorale Nationale ([www.pkw.gov.pl](http://www.pkw.gov.pl)): comptage de l'auteur.

En conformant son offre de représentation aux normes dominantes dans le champ politique polonais, notamment en matière de sélection du personnel politique, l'entreprise politique *Samoobrona* a profondément changé de nature. D'un côté, le renoncement aux pratiques les plus subversives, la valorisation nouvelle de l'expertise dans la définition de son offre politique, la marginalisation progressive des acteurs les plus marqués par leur origine paysanne ou encore la professionnalisation rapide et exogène de ses élus ont permis au mouvement d'atténuer, au moins en apparence, son

illégitimité dans la compétition politique polonaise. De l'autre, ces processus tendent à dévaluer l'originalité de son projet politique et à accroître, jusqu'à la contradiction, la distance entre le groupe de référence revendiqué, les « perdants de la transition », et des représentants « mercenaires » choisis presque essentiellement en fonction du volume de leurs capitaux sociaux et économiques individuels.

- Les faiblesses d'un parti de gouvernement.

Le résultat mitigé de *Samoobrona* aux élections législatives de septembre 2005 est rapidement éclipsé par la bonne tenue d'Andrzej Lepper au premier tour de l'élection présidentielle le 9 octobre 2005. En obtenant près de 2,3 millions de voix, soit 15,11% des suffrages exprimés, Lepper réunit quasiment le double d'électeurs que son parti quelques semaines auparavant et réalise, de loin, la meilleure performance électorale de l'histoire du mouvement. Si ce résultat est insuffisant pour lui permettre de se qualifier au second tour, il est en effet largement devancé par les deux candidats de la droite Lech Kaczyński du PiS (33,1%) et Donald Tusk de la PO (36,3%), il lui confère néanmoins un rôle décisif sur l'issue du scrutin. Les observateurs de la vie politique polonaise estiment ainsi que son appel à voter en faveur de Lech Kaczyński a eu un impact déterminant sur la victoire inattendue de ce dernier lors du second tour avec 54% des voix.

Capitalisant sur son nouveau statut de « troisième homme » et profitant de la rupture entre les partis de « droite »<sup>125</sup>, Lepper s'impose dans les semaines suivant l'élection comme un interlocuteur incontournable pour le PiS. Hormis une alliance de plus en plus improbable avec la PO, seul un rapprochement avec le groupe parlementaire *Samoobrona* permet en effet au parti dirigé par Jarosław Kaczyński, le frère jumeau du nouveau président, d'espérer réunir une majorité parlementaire autour du gouvernement minoritaire formé par Kazimierz Marcinkiewicz (PiS). Ce rapprochement se déroule en plusieurs étapes. Initialement, la direction du PiS demeure hostile à l'idée d'une participation directe au gouvernement d'un mouvement qui, malgré sa profonde mutation, reste fortement stigmatisé dans les

---

<sup>125</sup> Au cours de la campagne des élections législatives le PiS et PO avaient annoncé qu'ils gouverneraient en coalition. La dureté de la campagne entre Tusk et Kaczyński, durant laquelle de nombreux coups bas sont échangés, rend finalement tout projet d'alliance impossible.



champs politiques et journalistiques. Afin de s'assurer les bonnes grâces de *Samoobrona*, et principalement de son président, ils se contentent ainsi dans un premier temps de mettre fin à la relative marginalisation parlementaire qui frappe le mouvement depuis 2001 en apportant leur soutien à l'élection d'Andrzej Lepper au poste de vice-maréchal du Sejm, quatre ans après sa spectaculaire destitution. Suite à de longs mois de négociations infructueuses avec tous les partis représentés au Parlement et alors que Lepper réitère régulièrement les ambitions gouvernementales de son mouvement, Jarosław Kaczyński se résigne à formaliser plus avant la collaboration entre le PiS et *Samoobrona*. Le 6 février 2006, il signe ainsi avec Andrzej Lepper et Roman Giertych de la LPR un « pacte de stabilisation » qui prévoit un soutien sans participation de *Samoobrona* et de la LPR au gouvernement en échange du vote de propositions de lois contenues dans le programme de ces deux formations. Cet accord s'avère cependant rapidement intenable et le PiS est finalement contraint, afin d'éviter l'organisation d'élections législatives anticipées, de former une coalition en bonne et due forme avec la LPR et *Samoobrona*. En dépit de la vive polémique provoquée par cette décision<sup>126</sup>, l'accord de coalition est signé le 5 mai 2006. *Samoobrona* obtient trois ministères dans le nouveau gouvernement, dont celui de l'agriculture pour Andrzej Lepper nommé par ailleurs à la prestigieuse fonction de vice-premier ministre<sup>127</sup>.

Cette première participation gouvernementale, qui semble couronner de succès la stratégie de « normalisation » engagée depuis 2003, expose *Samoobrona* à une situation inédite. Ce mouvement qui a construit une partie de sa réussite électorale sur la critique des élites politiques polonaises et un discours anti-système virulent doit désormais adapter son offre de représentation aux contraintes de la pratique gouvernementale. Cet exercice s'avère d'autant plus délicat que, loin de s'estomper avec la reconfiguration de son offre de représentation et son accès aux responsabilités,

---

<sup>126</sup> La constitution d'une coalition gouvernementale entre ces trois formations est en effet presque unanimement dénoncée dans les médias polonais et européens comme le signe d'une « dérive anti-démocratique » et d'une « radicalisation anti-européenne » de la Pologne. À titre d'exemple : « Danger en Pologne », *Le Monde*, 7 Mai 2006 ; « Pologne, la régression politique », *Libération*, 11 mai 2006 ; et dans la presse polonaise : « Zagraniczne media krytykują nową koalicję w Polsce » (Les médias étrangers critiquent la nouvelle coalition en Pologne), *Gazeta Wyborcza*, 8 mai 2006 ; « Trzęsienie ziemi w rządzie » (Tremblement de terre au gouvernement), *Dziennik*, 12 mai 2006. Par ailleurs, le ministre des affaires étrangères du gouvernement Marcinkiewicz, Stefan Meller annonce sa démission car il refuse de siéger aux côtés de Lepper.

<sup>127</sup> *Samoobrona* obtient également le ministère du travail et des politiques sociales et celui des infrastructures.

la stigmatisation et les procès en incompétence dont il est l'objet perdurent, y compris de la part de membres influents du PiS. Afin de légitimer sa participation à l'administration de l'Etat, *Samoobrona* intensifie sa stratégie d'ouverture à des personnalités, extérieures au mouvement, mais aux qualités supposées conformes aux attendus de l'exercice des charges publiques. L'entrée au gouvernement de *Samoobrona*, et la possibilité de participer à la répartition politique des postes politiques ou administratifs prestigieux que celle-ci lui ouvre, ne profite donc guère aux militants du mouvement, ni même à de rares exceptions près à ses dirigeants. Ainsi, les deux ministres qui, au côté de Lepper, siègent au gouvernement au nom de *Samoobrona* n'y ont adhéré qu'au moment de l'officialisation de la coalition et sont des transfuges d'autres formations, en l'occurrence le SLD pour la ministre du travail Anna Kalata et le PSL pour le ministre des infrastructures Antoni Jaszczak<sup>128</sup>. De même, les quotas de nominations dont dispose *Samoobrona* dans le cadre de l'accord de coalition pour, par exemple, les postes de Juges au Tribunal d'Etat, de maréchaux de Voïvodies ou encore de membres du conseil de surveillance de la Radio-Télévision publique bénéficient principalement à des personnalités aux origines politiques disparates dont les seuls points communs semblent être de n'avoir jamais été membres du mouvement et d'être hautement diplômés.

Cette stratégie ambiguë d'extériorisation de la distribution des postes honorifiques ne suffit cependant nullement à pacifier les rapports entre les différents coalisés. Le président du PiS Jarosław Kaczyński, qui a remplacé Kazimierz Marcinkiewicz au poste de Premier ministre le 14 juillet 2006, cache en effet de moins en moins sa volonté d'évincer *Samoobrona* du jeu politique polonais. En revendiquant la rupture avec la Troisième République postcommuniste et en teintant ses prises de positions étatistes, nationalistes et conservatrices d'une forte coloration sociale, le PiS cherche en effet explicitement à réinvestir l'espace politique que *Samoobrona* est parvenu à occuper à partir de 2001<sup>129</sup>. Dans ces conditions, les crises se multiplient entre les deux formations. Le 22 septembre 2006, Andrzej Lepper est une première fois évincé du gouvernement. Suite à ce limogeage qui rompt l'accord de coalition, le parti des frères Kaczyński engage une vaste entreprise de débauchage individuel de députés

---

<sup>128</sup> En novembre 2006, Antoni Jaszczak est remplacé au ministère des infrastructures par un autre transfuge : Andrzej Aumiller, un ancien député du parti Unia Pracy.

<sup>129</sup> Sur l'offre de représentation du PiS : Bafoil (F.), « Pologne : réflexions sur les élections d'octobre 2005 », CERI, 2005. [www.ceri-sciencespo.com/archive/nov05/artfb.pdf](http://www.ceri-sciencespo.com/archive/nov05/artfb.pdf)

*Samoobrona* afin de s'assurer une majorité au Sejm. Dénonçant le caractère illégal du système des *Weksel*, une saisine est même déposée devant le Tribunal Constitutionnel afin de demander l'invalidation de cette pratique, le PiS parvient en moins de trois semaines à rallier une dizaine de membres du groupe parlementaire *Samoobrona*. La diffusion à la télévision d'une vidéo montrant des membres influents du PiS tenter de débaucher Renata Beger en échange d'un bon poste au gouvernement et surtout d'une relaxe dans l'un de ses procès en cours provoque cependant un scandale retentissant qui met fin à cette tentative de liquidation parlementaire de *Samoobrona*. Celle-ci a cependant démontré la fragilité de son groupe parlementaire et la fidélité toute relative des représentants « mercenaires » recrutés à l'occasion des élections de 2005. Le 16 octobre 2006, c'est dans un climat délétère que Jarosław Kaczyński est contraint de rappeler Andrzej Lepper au gouvernement. Cette réconciliation de façade ne dure cependant pas. La coalition explose définitivement en juillet 2007 lorsque Lepper, accusé de corruption, est une nouvelle fois limogé. Les élections anticipées organisées le 21 octobre 2007 tournent à la déroute pour *Samoobrona*. Le mouvement perd un million d'électeurs par rapport à 2005<sup>130</sup> et, en plafonnant à 1,53% des voix, est privé de toute représentation parlementaire pour la première fois depuis six ans.

Au lendemain des élections, les commentateurs s'entendent pour interpréter le piètre résultat de *Samoobrona*, mais aussi de la LPR (1,3%), et dans une moindre mesure du PiS (32,11%) qui perd les élections devant la PO (41,51%), comme la conséquence d'une « prise de conscience » des citoyens polonais, qui auraient décidé de « fermer la parenthèse populiste », de « sanctionner l'incompétence et l'immoralité » des élus de ces formations, voire de témoigner « leur attachement aux valeurs démocratiques »<sup>131</sup>. Sans nier l'influence de l'implication de plusieurs membres de *Samoobrona*, dont Lepper, dans de multiples scandales sexuels et financiers<sup>132</sup> ni celle de l'hypothétique déception des sympathisants face aux performances du mouvement au gouvernement, une bonne compréhension de l'échec de *Samoobrona* implique selon nous de rompre

---

<sup>130</sup> Dans un scrutin marqué par une participation record (53,79%), n'obtient que 247 335 voix. Pour la première fois depuis 2001, le parti est devancé, largement, par le PSL (1 437 638 électeurs, 8,81% des voix).

<sup>131</sup> À titre d'exemple : « Populizm zanika, rośnie optymizm » (Le populisme disparaît, L'optimisme croît), *Gazeta Wyborcza*, 22 octobre 2007 ; *Zachód wygrał ze Wschodem* (L'ouest a gagné sur l'Est), *Polityka*, n°43, 27 octobre 2007 ; « La Pologne vote l'ouverture », *Libération*, 22 octobre 2007.

<sup>132</sup> Outre l'accusation de corruption qui a conduit à son limogeage du gouvernement, Lepper est en effet embourbé, avec d'autres dirigeants importants du mouvement, dans un scandale de promotion canapé au sein de *Samoobrona*.

avec ces analyses normatives, postulant la rationalité d'un électorat polonais largement anthropomorphisé, afin de replacer au cœur de l'analyse les mutations du système d'action de *Samoobrona* et leurs conséquences sur sa capacité à mobiliser des soutiens. La conformation à marche forcée de l'entreprise politique *Samoobrona* aux règles dominantes du jeu politique, qui s'est exacerbée suite à son entrée au gouvernement, a en effet conduit à un délitement progressif de son organisation et à un brouillage de son offre de représentation. La marginalisation de plus en plus poussée des militants, essentiellement d'origine agricole, s'étant engagés via le syndicat et la généralisation de la pratique de l'attribution des mandats électifs et des postes honorifiques à des personnalités extérieures au mouvement a en effet été vectrice de tensions de plus en plus vives au sein de l'organisation.

Pour les élections européennes, les militants ont compris [que *Samoobrona* donne des places sur les listes électorales à des personnalités extérieures] et ont applaudi. Mais pour les élections nationales, pour les parlementaires de 2005, les gens étaient scandalisés, révoltés que Lepper ait de nouveau pris des gens de l'extérieur. Oui, les militants du parti étaient tout à fait révoltés.

Jan Masiel, député européen de 2004 à 2009 élu sur les listes *Samoobrona* dans la région de Grande Pologne.

Entretien réalisé à Bruxelles le 19 février 2009

Lepper, il a commencé à faire entrer des gens qui avaient de l'argent, et les militants qui avaient travaillé à la sueur de leur front dans les structures de base du parti ont été exclus. Chez nous, il y a eu une grande polémique sur la responsabilité de Lepper quant aux noms inscrits sur les listes, sur le fait qu'il aurait dû favoriser ceux qui étaient méritants et non pas ceux qui se contentaient de payer pour être sur les listes... Cette manière de faire a vraiment eu un effet néfaste...[...] Je ne pensais pas que tout ça était si sale, au début tout semblait beau, magnifique. Tant qu'il n'y avait pas de l'argent, que tout le monde fonctionnait avec son propre argent. Jusque-là c'était bien. Et ensuite, quand il y a eu de l'argent, alors les uns ont commencé à regarder les autres, à les envier : « un tel a eu un tel poste », « l'autre gagne tant »... Il y avait de la jalousie. Ça se passait à peu près bien tant que nous n'étions pas dans le gouvernement et que nous n'avions pas d'argent. Personne ne faisait attention, chacun participait aux activités, militait... Alors qu'après c'était : « pourquoi est ce que je devrais participer ? À quoi ça sert de militer ? Qu'ils y aillent ceux qui gagnent de l'argent, ceux qui reçoivent quelque chose de *Samoobrona* » ... L'argent gâche tout ....

Waldemar Chmielak, responsable local de *Samoobrona* à Garwolin, Mazovie.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin

Privés de tout accès aux avantages collectifs tirés de la réussite politique de leur mouvement et de toute possibilité d'ascension au sein de ce dernier, les membres de base de *Samoobrona*, notamment ceux qui avaient adhéré lors des manifestations paysannes de la fin des années 1990, se reconnaissent de moins en moins dans une organisation qui, outre n'avoir quasiment plus aucune activité syndicale réelle, ne rétribue guère, ni symboliquement ni matériellement, leur investissement militant<sup>133</sup>. Progressivement, et de manière accélérée à partir de 2005, les sections locales de *Samoobrona* perdent la plupart de leurs adhérents. Cette désertion se fait particulièrement sentir lors de la campagne pour les élections anticipées de 2007 au cours de laquelle *Samoobrona* s'avère, dans la plupart des régions, incapable de mobiliser sa base militante théorique et de mener une campagne de terrain, même minimale.

Par ailleurs, faute d'un travail symbolique, plus poussé que le seul programme socio-économique de 2003, de formalisation et de légitimation de sa nouvelle identité politique, la transformation radicale de l'entreprise politique *Samoobrona* a provoqué une illisibilité croissante de son offre de représentation. Alors qu'à partir de la fin des années 1990, *Samoobrona* s'était attaché à promouvoir son ancrage à la « gauche » du paysage politique polonais, l'alliance avec le PiS et la LPR, deux formations revendiquant quant à elle leur labellisation en tant que partis de « droite », a profondément nuit à la clarté du positionnement du mouvement tout en donnant du crédit, y compris parmi les militants, aux critiques récurrentes sur son absence de fond politique et sur l'opportunisme « populiste » de Lepper.

Le PiS, la LPR et *Samoobrona* ensemble ça a été une surprise pour tout le monde. Après les élections, la coalition qui aurait semblé être la plus naturelle, c'était la coalition PiS/PO. Pour quelles raisons il n'y a finalement pas eu d'accord sur cette coalition, je ne le sais pas exactement. En tout cas la participation au pouvoir avec le PiS et la LPR ça a été une grande surprise pour moi et pour tous les militants...

Pawel Frankowski, responsable de *Samoobrona* dans la région de Lodz

Entretien réalisé à Lodz le 23 juin 2008.

Lepper provoquait une désorientation de plus en plus grande parmi nos rangs, car nous ne savions jamais vraiment ce qu'il allait faire. D'un meeting sur l'autre il disait une chose et son inverse. Il

---

<sup>133</sup> Cf. Gaxie (D.), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 27/1, 1977, pp.123-154.

donnait l'image d'un politicien instable. Il aurait fallu définir de manière claire de quel côté on se plaçait et non pas aller là où c'était le plus simple pour entrer au gouvernement. [...] C'était bizarre... ça n'avait pas l'air sérieux. Il aurait fallu tenir un but, et non pas être comme un drapeau au vent, une fois à droite, une fois à gauche...

Waldemar Chmielak, responsable local de *Samoobrona* à Garwolin, Mazovie.

Entretien réalisé le 13 juin 2008 à Garwolin

Cette impression d'un manque croissant de cohérence dans l'orientation politique de *Samoobrona* atteint son paroxysme au mois de juillet 2007. A la stupéfaction générale, y compris des militants des deux formations, Andrzej Lepper et Roman Giertych (LPR) annoncent alors, dans la perspective des élections anticipées de l'automne, un projet d'union, qui finalement n'aboutira pas, entre *Samoobrona* et la LPR au sein d'une nouvelle organisation du nom de LiS (*Liga i Samoobrona* : La Ligue et *Samoobrona*)<sup>134</sup>.

L'alliance avec la LPR n'a pas abouti, d'abord car nos structures, nos militants, y étaient hostiles. Ils n'en voulaient absolument pas à ce moment-là. Ensuite ça a aussi été impossible car nous n'arrivions pas à nous entendre sur la question des places sur les listes, et personne ne voulait céder à personne. Avec le recul, je pense que ce projet a été une grande erreur...

Andrzej Lepper, président de *Samoobrona*

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008

Outre par ses alliances à géométrie variable, *Samoobrona* désoriente également par l'incroyable disparité des origines politiques des personnalités recrutées dans le cadre du processus de professionnalisation exogène du mouvement. Progressivement, le mouvement donne en effet l'image d'une auberge espagnole d'ambitions personnelles dépourvue de cohérence idéologique ou programmatique. Cette impression est une nouvelle fois exacerbée lors de l'officialisation des listes de candidats pour les élections législatives de 2007. Des têtes de liste sont alors confiées à des personnalités aussi diverses que Mateusz Piskorski, un ancien de la mouvance néo-nazi, à Szczecin, Andrzej Aumiller, un ancien député du parti de gauche Unia Pracy, à Poznan, Zygmunt Wrzodak, député LPR sortant, à Rzeszow ou encore Leszek Miller, ancien

---

<sup>134</sup> En polonais Lis signifie renard, d'où le slogan, qui ne manque pas de susciter les moqueries, dont ce dote ce nouveau parti mort-né : « Mocny jak lew, chytry jak lis » (Puissant comme le lion, rusé comme le renard).

Premier Ministre exclu du SLD et contre lequel Lepper n'avait pas de mots assez durs au début des années 2000, à Lodz.

Au final, la déroute électorale du 21 octobre 2007 sanctionne la faillite de l'entreprise politique *Samoobrona* telle qu'elle s'est redéfinie suite à ses premiers succès électoraux. Engagé dans une course en avant à la « normalisation », particulièrement après son entrée au gouvernement, le mouvement s'est avéré incapable tout à la fois d'entretenir la base militante issue des mobilisations paysannes, de délivrer les ressources idéologiques et symboliques à même de préserver la légitimité de ses représentants malgré la transformation radicale du mode de sélection de ceux-ci, et enfin d'entretenir sur la durée le groupe de référence « perdants de la transition » qu'il était parvenu à mobiliser dans la première moitié des années 2000.

Déjà largement inaudible lors de la campagne au cours de laquelle il ne parvient pas à se démarquer du PiS, *Samoobrona* explose littéralement suite à la défaite électorale. Alors que la majeure partie des derniers « mercenaires » ayant été élus sous l'étiquette *Samoobrona* en 2004 ou en 2005 déserte le parti dès l'annonce des résultats, une dissidence menée en novembre 2007 par des responsables historiques du mouvement, dont son vice-président Krzysztof Filipiek, entraîne avec elle plusieurs des dernières fédérations locales encore actives<sup>135</sup>. Si, comme aime à le répéter Lepper, « *Samoobrona* a déjà connu des moments difficiles dans son histoire et peut encore obtenir des succès dans l'avenir »<sup>136</sup>, le mouvement est aujourd'hui privé de la base de repli en cas de disette électorale que constituait le syndicat et se limite dans les faits à un groupe restreint de fidèles réunis autour du président fondateur.

## Conclusion

Retracer dans les grandes lignes, comme nous venons de le faire dans le cadre de cette intervention, les évolutions du système d'action d'une organisation multipositionnée comme *Samoobrona* permet de prendre conscience de la fluidité persistante des

---

<sup>135</sup> Prétendant renouer avec les valeurs du *Samoobrona* d'avant 2001, Krzysztof Filipiek préside le 24 novembre 2007 à la création du Parti des Régions (Parti Regionow), uniquement constitué d'anciens de *Samoobrona*.

<sup>136</sup> « Lepper: Jeszcze pokazemy, że *Samoobrona* może osiągnąć sukces » (Lepper : nous montrerons une nouvelle fois que *Samoobrona* peut obtenir des succès), *Gazeta Wyborcza*, 23 octobre 2007.

frontières entre politique institutionnelle et politique non-conventionnelle dans les jeux politiques polonais post-communistes. Loin d'être réductible à l'inéducable transformation d'un mouvement social en parti politique, le processus d'institutionnalisation de l'entreprise politique *Samoobrona* se caractérise en effet par son incertitude, par sa nature heurtée et par un va-et-vient incessant entre des pratiques de représentation syndicales et partisans.

Profitant de la perméabilité des frontières entre l'arène des conflits sociaux et celle de la politique institutionnelle dans la Pologne des années 1990, *Samoobrona* s'est appuyé sur les pratiques subversives de sa branche syndicale pour accumuler les ressources politiques et organisationnelles lui permettant de s'engager directement dans la compétition pour l'obtention des postes politiques. L'incapacité initiale du mouvement à coordonner les offres de représentation, et les structures, des deux entités la constituant explique en partie l'échec de ses premières tentatives d'entrée dans les jeux politiques au début des années 1990. La reconfiguration du mouvement, engagée à l'occasion de la seconde vague de manifestations paysannes et caractérisée par une indifférenciation de la distinction formelle entre ses branches syndicale et partisane, en ce qu'elle lui permet de multiplier les modalités de promotion de son offre de représentation, elle-même redéfinie, et de faire connaître son projet au-delà de sa sphère d'influence classique<sup>137</sup>, joue un rôle déterminant dans sa capacité à élargir sa base de soutiens électoraux et à obtenir des mandats de députés lors des élections de 2001. Confronté aux contraintes du jeu parlementaire, le mouvement engage alors un processus de conformation de son offre de représentation aux règles dominantes du champ politique polonais, qui passe notamment par à une clarification de sa nature organisationnelle en faveur de la branche partisane. Néanmoins, cette nouvelle mutation profonde du système d'action de *Samoobrona*, en ce qu'elle s'accompagne d'un abandon progressif de sa capacité à intervenir simultanément dans le champ de la politique institutionnelle et dans le champ syndical, fragilise profondément les structures du mouvement et le rend particulièrement vulnérable aux échecs électoraux, comme celui connu en 2007. Aujourd'hui à la tête d'une organisation exsangue, les rares dirigeants de *Samoobrona* restés fidèles à Andrzej

---

<sup>137</sup> Jean-Philippe Martin a identifié le même type de stratégie chez la « Confédération Paysanne » française : J-P. Martin, « La Confédération paysanne et José Bové, des actions médiatiques au service d'un projet ? », *Ruralia*, n°6, 2000.



Lepper prétendent vouloir renouer avec le système d'action qui avait permis au mouvement de s'imposer électoralement au début des années 2000 en le réengageant dans les luttes sociales. Une nouvelle mutation qui, malgré l'optimisme affiché, paraît difficile à mettre en œuvre tant *Samoobrona* est aujourd'hui marginalisé, aussi bien dans une compétition électorale, désormais relativement fermée, que dans le champ du syndicalisme agricole.

Parfois je pense à arrêter la politique et à redevenir un simple agriculteur. Mais je me suis engagé depuis trop longtemps dans *Samoobrona* pour laisser tomber et me dire que cette fois c'est bel et bien fini. Je crois profondément que nous renaîtrons...

Andrzej Lepper, président de *Samoobrona*

Entretien réalisé à Varsovie le 25 juin 2008